



LA CHIMIE

EN FRANCE EN 2019

BILAN ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

La chimie en France en 2019

BILAN ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

L'ÉCONOMIE MONDIALE	3
LA CHIMIE EN FRANCE ET DANS LE MONDE	14
LA PRODUCTION DE LA CHIMIE EN FRANCE	17
LES ÉCHANGES EXTERIEURS DE LA CHIMIE EN FRANCE	23
LES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS DE LA CHIMIE EN FRANCE	31
L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL DE LA CHIMIE EN FRANCE	34
LES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA CHIMIE EN FRANCE	37
LES PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE LA CHIMIE EN FRANCE EN 2020	38
LE BILAN SOCIAL DE LA CHIMIE EN FRANCE	40
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA CHIMIE EN FRANCE	41

L'économie mondiale en 2019

En 2019 et après une année record, la croissance économique mondiale s'est affaiblie pour enregistrer un taux de +2,8 %, soit le plus faible rythme depuis la crise financière de 2008-2009. Ce ralentissement a été synchronisé au niveau mondial et s'explique par l'accumulation de facteurs baissiers comme les incertitudes accrues autour des politiques économiques et commerciales, la baisse des échanges internationaux, la récession de l'industrie mondiale et l'investissement des entreprises.

Dans ce contexte et afin de réduire les risques, les politiques monétaires se sont assouplies un peu partout dans le monde.

Dans ce climat économique plus difficile, des secteurs comme l'automobile et l'électronique ont davantage été touchés, le premier en pleines mutations économique et technique et le second en retournement de cycle conjoncturel.

Enfin, des troubles sociaux dans plusieurs pays, tout comme des catastrophes naturelles (ouragans dans les caraïbes, typhons au Japon, sécheresse et feux de brousse en Australie, inondations en Afrique de l'Est) ont perturbés des situations économiques déjà dégradées.

L'année 2019 a été marquée par la poursuite des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et avec l'Union européenne, par des hausses de droits de douane, par des interrogations sur l'issue des négociations concernant la sortie du Royaume-Uni de l'UE et par l'évolution de l'économie chinoise. Ces vents contraires ont largement contribué à dégrader le climat économique mondial.

En raison des tensions protectionnistes, le commerce international de biens et services a nettement ralenti, et pourrait afficher une croissance d'à peine +1,5 % en 2019 selon les estimations de l'organisation mondiale du commerce (après +3,8 % en 2018). Les économies les plus ouvertes et exposées aux échanges internationaux comme l'Allemagne ou le Japon, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong exposés au commerce avec la Chine ont été les plus touchées.

Une dynamique plus faible pour l'industrie mais des secteurs des services et de la construction résilients

Les tensions commerciales et les hausses de droits de douane sur de nombreux produits industriels ont continué de dégrader les climats des affaires dans l'industrie et de nuire à l'investissement.

Le secteur automobile a été confronté en 2019 à la conjonction de nombreuses difficultés en lien avec le ralentissement de la croissance mondiale, les mesures protectionnistes ainsi que sa mutation technologique vers le véhicule électrique. Cette dernière se fait à marche plus ou moins forcée selon les contraintes apparues suite aux innovations, aux réglementations ou encore aux changements de comportements des consommateurs.

Les ventes de voitures ont effet baissé sur les principaux marchés mondiaux (Europe, Chine et États-Unis), pour entraîner au final une récession de la production automobile mondiale à -4 % en 2019 (après -1,5 % en 2018). Selon l'organisation internationale des constructeurs automobiles (OICA), la production automobile dans le monde a atteint en 2019 près de 92 millions de véhicules (particuliers et utilitaires), en contraction de 5,2 % après -1,1 % en 2018. La Chine, premier marché automobile au monde avec 30 % des ventes, a enregistré un recul de ses ventes de 8,2 % (après -2,8 % l'an dernier) et de sa production de 7,5 % (après -4,2 %). L'industrie automobile chinoise a été particulièrement affectée par l'adoption de normes d'émissions des véhicules plus strictes (China VI) et par des réductions des subventions à l'achat de véhicules à énergies nouvelles. Le marché indien s'est aussi fortement détérioré affichant une chute de sa production de plus de 12 % (après +8 %), quand les deux autres grands marchés en Europe et aux États-Unis (40 % des volumes mondiaux) reculaient aussi.

Outre l'effet de la contraction de la demande, la production américaine, en repli de près de -4 % (après +1,1 %) a été pénalisée par la grève chez General Motors qui a duré quarante jours à l'automne.

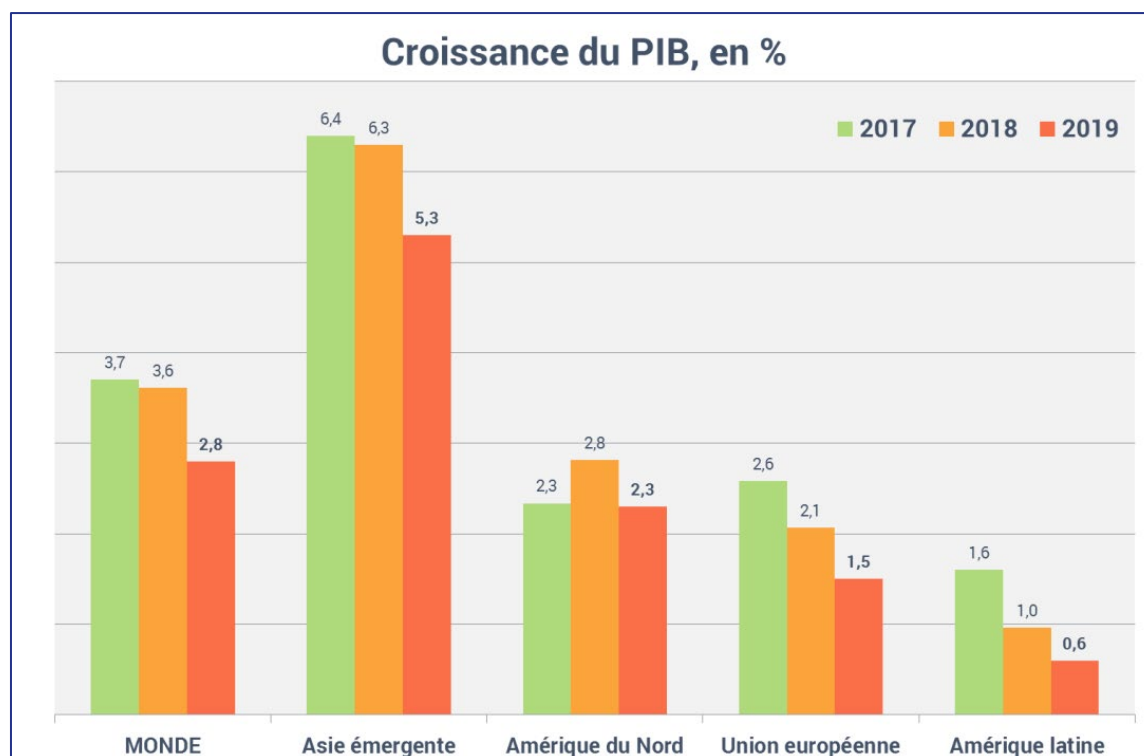
En Europe, l'activité a elle aussi été en difficulté en raison, côté demande, de l'attentisme des consommateurs dû aux évolutions réglementaires et technologiques annoncées (interdiction des véhicules diesel, incitations aux véhicules électriques, restrictions de circulation...). Côté offre, alors que les constructeurs automobiles avaient eu du mal à se conformer en septembre 2018 à la réglementation européenne de mesures des émissions (norme WLTP, *Worldwide Harmonized Light Vehicles Test Procedure*), ils ont eu à se préparer pour le 1^{er} janvier 2020, où l'ensemble de la gamme de chaque constructeur devra respecter des objectifs d'émissions de CO₂ inférieures en moyenne à 95 grammes par kilomètre. En cas de défaut, le constructeur devra payer 95 euros pour chaque voiture vendue en Europe. Par anticipation, les producteurs ont commercialisé en priorité les véhicules en stocks et décalé les nouveaux modèles répondant aux seuils de pollution à 2020. La production européenne s'est ainsi contractée de 7 % en 2019 avec une chute de près de 12 % pour l'Allemagne et de -9,6 % pour l'Italie. En France, les volumes ont diminué de 2 % et se sont stabilisés en Espagne. En parallèle, les incertitudes politiques autour du *Brexit* ont continué de pénaliser la production automobile britannique qui a reculé de 9 %. De par sa forte intégration dans les chaînes de valeurs industrielles, la récession de l'industrie automobile dans les différentes régions s'est ressentie sur les fournisseurs tels que les équipementiers, les secteurs de l'acier, de l'électronique, de la plasturgie et de la chimie.

Après trois années consécutives de hausse, l'industrie électronique mondiale a connu un retournement de cycle en 2019, avec une baisse des ventes de semi-conducteurs de 12 %. Ce renversement fait suite à une demande plus faible, en particulier en Chine, et à une offre excédentaire depuis fin 2018 sur certains marchés (automobile, téléphonie mobile, internet et infrastructures cloud). Les tensions commerciales sino-américaines puis celles entre la Corée du Sud et le Japon ont également touchées les pays producteurs d'électronique, en particulier en Asie. La Corée du Sud est très exposée avec une forte production de semi-conducteurs exportée (35,5 % de ses exportations totales et 12,5 % de son PIB).

En Europe, l'industrie électronique s'est aussi affichée moins dynamique sur fond de ralentissement de la demande, avec un recul de la production de l'ordre de 3 % en 2019.

Le secteur de la construction mondiale a lui aussi encore enregistré une croissance même si elle a légèrement décéléré en 2019 (+2,6 % après +3 %). Dans une conjoncture ralentie, des facteurs de soutiens mis en place dans les différentes régions du monde ont joué leur rôle. Le maintien de taux d'intérêt bas a pu favoriser les mises en chantier de logements et les grands programmes d'investissements publics dans la construction et la rénovation de bâtiments durables ont soutenu la demande.

Par contre, contrairement à l'industrie manufacturière, le secteur des services est apparu plus résilient, du fait notamment de la bonne tenue de la consommation des ménages dans les économies avancées.



Sources : Réxecode, comptes nationaux

Etats-Unis : une croissance résistante

En 2019, le PIB américain a enregistré une hausse de +2,3 % après +2,9 % en 2018, affichant ainsi sa dixième année consécutive de croissance même si le rythme a fléchi. L'économie a continué d'être portée par la consommation des ménages grâce à la bonne tenue du marché du travail, et par l'investissement en logement encouragé par la baisse des taux hypothécaires et par les dépenses publiques.

A l'inverse, l'investissement des entreprises, et en particulier l'investissement productif a été moins dynamique, en lien avec la dégradation des perspectives plombées par les tensions commerciales, et avec la contraction des investissements en équipements.

Dans les secteurs de la construction ou des services, le ralentissement a été plus limité alors que dans l'industrie, la production manufacturière s'est contractée avec des difficultés sectorielles : retournement à la baisse du cycle de l'industrie électronique, baisse des projets du secteur pétrolier dans l'exploitation pétrolière et minière du fait du repli du prix du pétrole et arrêt des livraisons de l'avion 737 Max de l'avionneur Boeing. L'impact sur la production aéronautique a pu être limité par une accumulation des stocks.

Economies émergentes : une décélération amortie par le soutien des politiques monétaires

Sur l'ensemble de l'année 2019, les économies d'Asie ont ralenti à cause de différents facteurs baissiers tels que le retournement du cycle électronique et les incertitudes liées aux politiques commerciales et nationales. Ce sont les postes des investissements et des exportations qui ont le plus pénalisé l'activité quand la bonne tenue de la consommation des ménages et les décisions de politiques monétaire et budgétaire accommodantes apportaient leur soutien.

La croissance du PIB chinois s'est modérée progressivement pour afficher un taux annuel de +6,1 % en 2019, soit le plus faible niveau depuis 1990 et après +6,6 % en 2018. L'activité a souffert des tensions commerciales avec les Etats-Unis et de l'affaiblissement du cycle industriel mondial. Les mesures de désendettement de l'économie et les restrictions sur la demande de véhicules et de logements ont fait fléchir l'investissement. Un plan de relance monétaire et budgétaire est venu en soutien mais il a été contenu face à un niveau déjà élevé d'endettement des entreprises.

Amérique latine : une croissance plombée par des incertitudes politiques

L'évolution de l'activité de nombreux pays de la zone a été pénalisée par des incertitudes politiques, au Brésil et au Mexique puis en Argentine et au Chili.

L'économie du Brésil a montré des signes d'améliorations début 2019 mais une trop faible demande intérieure a encore restreint la croissance (autour de 1 % pour la troisième année consécutive). Sur le plan extérieur, le pays n'a pas non plus pu compter sur ses proches voisins dont l'Argentine en raison de tensions commerciales.

Deuxième économie d'Amérique du Sud, l'Argentine est restée en récession en 2019 (-3,2 % après -2 % en 2018). La forte dépréciation du peso argentin (-37 % en 2019) post-élection du nouveau Président Fernandez a directement dégradé le pouvoir d'achat des ménages et entraîné une baisse de leurs dépenses.

Des performances contrastées pour les autres pays d'Europe

La croissance de l'Europe émergente s'est de nouveau modérée en 2019 mais reste sur un rythme supérieur à +3 % (après +3,9 % en 2018), ce qui constitue une performance dans le contexte de ralentissement international et de la zone euro. L'activité a continué d'être soutenue par la vigueur des dépenses de consommation. En raison d'un marché du travail sous pression, des hausses de salaires importantes et des gains de pouvoir d'achat des ménages significatifs ont été réalisés. Quant à l'investissement, il s'est maintenu grâce aux financements publics.

En Turquie, l'économie qui était tombée en récession en 2018 parvient tout juste à afficher une croissance légèrement positive en 2019. Passé le bénéfice de la relance budgétaire intervenue au premier trimestre, elle s'est appuyée sur la progression de la consommation des ménages et des exportations nettes, tandis que l'investissement se contractait. La baisse des taux est aussi venue en soutien ainsi que la dépréciation de la livre turque face au dollar. Les exportations ont ainsi été dopées alors que les relations turco-américaines tendaient à se calmer.

Pour la Russie, le bilan de l'année 2019 a été mitigé, la croissance ne dépassant pas 1 %. La situation moins favorable du côté du pétrole (baisse des cours et prolongation de l'accord de contingentement de production avec l'OPEP) a réduit les revenus du secteur pétrolier. En parallèle, la consommation des ménages s'est modérée en réaction à une hausse de taxe à la consommation de 18 % à 20 % en début d'année.

Japon : chute de la consommation privée

La croissance du PIB japonais s'est établie à +0,7 % en 2019, légèrement au-dessus du niveau de l'année précédente (+0,3 %) mais elle masque des chocs sur ses différentes composantes. En premier lieu, le moteur des exportations, habituellement le plus dynamique, a été en panne tout au long de l'année pour finalement reculer de 1,8 % en moyenne annuelle principalement en raison du fléchissement de la demande mondiale, et notamment de celle de son premier client et fournisseur qu'est la Chine. S'ajoute au dernier trimestre, la chute de la demande intérieure qui avait été plutôt robuste jusque-là. En effet, la hausse de la taxe à la consommation de 8 % à 10 % en octobre a entraîné une contraction des dépenses des ménages au dernier trimestre 2019 (-11 % l'an). Les mesures de soutien de l'activité (préparatifs pour les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020), la vigueur de l'investissement privé et la politique monétaire accommodante n'ont pas ou peu atténué cette baisse.

Par ailleurs, le double choc de la demande adressée à l'économie sur ses marchés intérieur et à l'export a aussi pénalisé sa production industrielle. Elle a souffert du refroidissement de la croissance chinoise, du retournement du cycle des composants électroniques, des tensions commerciales entre Pékin et Washington et pour certaines activités du passage d'un typhon.

L'activité européenne a résisté, soutenue par la demande intérieure

En 2019, la croissance est ressortie à +1,2 % dans la zone euro (après +1,9 % en 2018) et à +1,4 % dans l'UE28. L'activité économique a été soutenue principalement par la consommation privée qui a participé à la contribution positive apportée à la croissance de la demande intérieure.

Moins forte en 2019, l'amélioration de l'emploi en zone euro a soutenu le revenu des ménages et les dépenses de consommation. Ces dernières ont également profité de la réduction de la fiscalité directe et de baisses de cotisations sociales grâce aux mesures budgétaires prises dans plusieurs pays.

Les ménages ont également davantage investi dans l'immobilier avec des conditions de financement toujours favorables, ce qui a permis au secteur de la construction de rester en progression dynamique (+2,6 % après +1,7 % en 2018).

Pour les entreprises, l'investissement a été plutôt modéré en raison de perspectives économiques dégradées, et malgré des conditions de financement favorables.

Sur le plan extérieur, le commerce de biens a freiné la croissance européenne avec une contribution légèrement négative de la balance commerciale.

S'agissant de la production, l'économie a été principalement soutenue par la croissance des secteurs des services et de la construction, alors que l'industrie manufacturière se repliait (-1,2 % après +1,6 %).

Les contre-performances du commerce extérieur et de l'industrie européenne sont pour beaucoup dues au tassement de l'économie allemande. Cette dernière a accumulé deux principaux facteurs baissiers étant très dépendante du secteur automobile (5 % de son PIB) et du commerce mondial (50 % du PIB liés aux exportations). En conséquence, la croissance allemande a nettement ralenti en 2019 (+0,6 % après +1,5 % en 2018). Sa production industrielle et ses exportations ont pâti de l'essoufflement de la demande extérieure des pays tiers (Chine et États-Unis) mais aussi des pays de la zone euro, sur fond de tensions commerciales sino-américaines et de *Brexit*. L'industrie automobile a chuté de près de 12 % tirant plus largement l'industrie manufacturière, en baisse de -4 % en 2019. La légère hausse de la consommation (privé et publique) et le rattrapage de la construction ont permis d'éviter la récession économique.

La France et l'Espagne ont mieux performé par rapport à l'Allemagne et par rapport aux autres grands pays, avec respectivement des croissances de +1,3 % et +2,2 % en 2019.

La croissance britannique suspendue à l'accord de sortie de l'UE

Au Royaume-Uni, dans un climat politique très incertain, la croissance a réussi à se maintenir en 2019 (+1,3 % après +1,4 %). L'incertitude aura pourtant ponctué l'année avec une apogée sur la deuxième moitié liée aux reports successifs de la date de sortie de l'Union européenne qui sera finalement reportée fin janvier 2020. L'activité industrielle a ainsi évolué au rythme des fortes variations des stocks de produits et de matières premières, les entreprises anticipant chaque sortie annoncée. La dégradation du climat des affaires des entreprises a provoqué un ralentissement des investissements. La consommation des ménages s'est pour sa part aussi modérée avec en parallèle une remontée de l'effort d'épargne.

Une croissance française résiliente dans un environnement international peu porteur

Après une hausse de +1,7 % en 2018, la croissance française a ralenti à +1,3 % en 2019 après +1,7 % en 2018. Elle s'est surtout affaiblie en fin d'année avec des évolutions moins dynamiques pour l'investissement et un mouvement de déstockage plus marqué au quatrième trimestre dû en partie à l'effet des grèves.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le principal moteur de l'économie a été la demande intérieure contribuant pour 1,8 point de PIB, grâce à l'accélération de l'investissement total (+3,6 % après +2,8 %), à la bonne tenue des dépenses publiques (+1,3 % après +0,8 %) et des ménages (+1,2 % après +0,9 %). L'investissement a été dynamique, les entreprises profitant de la coexistence du crédit d'impôt au titre du CICE de 2018 et de la baisse des cotisations sociales. L'investissement public, essentiellement des collectivités locales, s'est aussi bien tenu dans le cadre d'un cycle pré-électoral municipal.

La consommation des ménages a été soutenue par un marché du travail mieux orienté, des prix du pétrole plus faibles et un gain de pouvoir d'achat du revenu des ménages. Ce dernier a profité d'un contexte fiscal plus favorable avec plusieurs mesures de soutien prises par le gouvernement en réponse à la crise des « gilets jaunes » (suppression partielle de la taxe d'habitation, prime d'activité élargie, heures supplémentaires défiscalisées, prime exceptionnelle pour les salariés, remboursement de la CSG pour certains retraités...).

Le gain de pouvoir d'achat a été le plus fort depuis 2007, en hausse de +1,9 % (après +1,2 %). Et même si une partie a été épargnée, il a contribué à la hausse de l'activité économique.

Dans un contexte international tendu (tensions commerciales, *Brexit*), les échanges de biens de la France ont été bien orientés permettant de réduire les différents déficits (total, énergétique et manufacturier). La baisse de la facture énergétique est due au repli des prix du pétrole. Quant aux échanges manufacturiers, les exportations ont progressé plus vite que les importations (de respectivement +3,6 % et +3,1 %).

Les bons résultats de 2019 ont reposé sur l'accélération de certains secteurs malgré le contexte. En particulier, l'aéronautique a enregistré une progression de ses ventes près de 12 % en valeur (64,2 milliards d'euros) et la pharmacie de 10,4 % (33,6 milliards d'euros).

Les produits cosmétiques et parfums suivent avec des exportations en augmentation de +8,5 % (28,5 milliards d'euros).

A l'inverse, les ventes de l'automobile et de produits métallurgiques ont reculé en 2019 touchées par la chute de la demande de nombreux pays, en particulier la Chine, l'Inde ou encore les Etats-Unis.

A l'importation, les flux de produits manufacturés n'ont pas ralenti (+3,1 % en 2019 contre +3,2 % en 2018) soutenus par une demande domestique dynamique notamment en produits aéronautiques (+10,2 %), pharmaceutiques (+5,6 %) et de l'automobile (+3,8 %).

Par grande zone, le principal grand marché de la France reste l'Union européenne comptant pour près de 59 % de ses exportations. Les ventes vers l'espace communautaire ont toutefois ralenti en grand partie en raison de la baisse de la demande de l'Allemagne et de l'Espagne.

Les exportations de produits manufacturés vers le Royaume-Uni sont restées pour leur part soutenues malgré le *Brexit*, la France ayant exporté plus qu'elle n'a importé et affichant un solde commercial record (12,5 milliards d'euros). Les entreprises françaises ont pu bénéficier de l'accroissement des stocks britanniques.

Des variations significatives ont été observées vers les pays avec lesquels des accords commerciaux ont été signés comme le Canada (+11 % pour les exportations) et le Japon (+16,7 %). Les ventes vers les Etats-Unis ont été dynamiques (+9,7 %) encouragées par la baisse du taux de change de l'euro sur le dollar. A l'inverse, la France a ressenti l'affaiblissement de la demande chinoise, ses exportations ne progressant plus que de +0,5 % en 2019 (après +10,6 % en 2018). En parallèle, ses importations de produits manufacturés chinois ont progressé (+4,8 % en 2019).

Sur le plan industriel et du fait d'une grande diversité de l'évolution de la demande à l'international, la demande du marché intérieur a été un soutien pour l'industrie. En volume, la production de l'industrie manufacturière a ainsi enregistré une légère hausse de +0,4 % en 2019 après +0,2 % en 2018. Cette croissance est proche de la tendance des dix dernières années (+0,5 % par an de 2010 à 2019).

Après une bonne orientation en début d'année (+1,1 % au premier trimestre en variation trimestrielle), l'activité industrielle a toutefois régulièrement diminué sur les trimestres suivants du fait de la diffusion du ralentissement international sur ses marchés. Entre janvier et décembre 2019, la production s'est ainsi réduite de 3,6 %. Le mois de décembre a été particulier avec l'impact supplémentaire des arrêts suite aux grèves et mouvements sociaux dans le cadre de la réforme des retraites (blocages des raffineries et de certains ports). Les entreprises ont alors ajusté leur cadence de production et procédé à un fort mouvement de déstockage de produits.

Sur l'ensemble de l'année 2019, la production agroalimentaire s'est inscrite en très légère baisse (-0,2 % après -1,5 %). Visible depuis dix ans, la contraction des marges s'est poursuivie en 2019, et a réduit les investissements devenus pourtant plus que nécessaires pour renouveler un outil de production vieillissant. La défiance des consommateurs à l'égard des produits alimentaires et les modifications des habitudes alimentaires se ressentent de plus en plus dans la consommation alimentaire. Le principal moteur de la croissance du secteur a surtout été la demande extérieure, en particulier pour la branche « boissons ».

Après une période de croissance dynamique de 2014 à 2017, la production automobile a nettement reculé en 2019 (-2 % l'an après 0,2 % en 2018). Cette tendance a fait suite à la conjonction de plusieurs facteurs aux répercussions immédiates ou plus lointaines. Côté demande, le marché s'est replié du fait de consommateurs moins enclins à faire un achat automobile en pleine période de transition technologique du secteur vers le véhicule électrique soulevant plusieurs difficultés (techniques, conformité aux normes environnementales, coût et fiscalité) et devant l'émergence de nouvelles pratiques de la mobilité. La baisse du marché européen a aussi directement freiné la production française, avec en toile de fond les tensions commerciales avec les Etats-Unis et le *Brexit*.

Côté offre, après avoir été ralentie fin 2018 et jusqu'au premier trimestre 2019 par la norme européenne de mesures des émissions, la production en France a dû se préparer à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020 de la norme européenne sur les émissions de CO₂.

Comme au niveau européen, on assistera à un déstockage des véhicules ne répondant pas aux seuils de cette réglementation et à un report des véhicules conformes sur l'année prochaine. Le ralentissement de l'activité automobile a impacté de nombreuses autres activités de produits intermédiaires tels que les produits chimiques, les produits en caoutchouc, les plastiques et autres produits métalliques et électroniques.

Les autres secteurs du transport -ferroviaire et aéronautique- ont pour leur part continué de progresser en 2019, l'aéronautique bénéficiant encore de commandes fermes

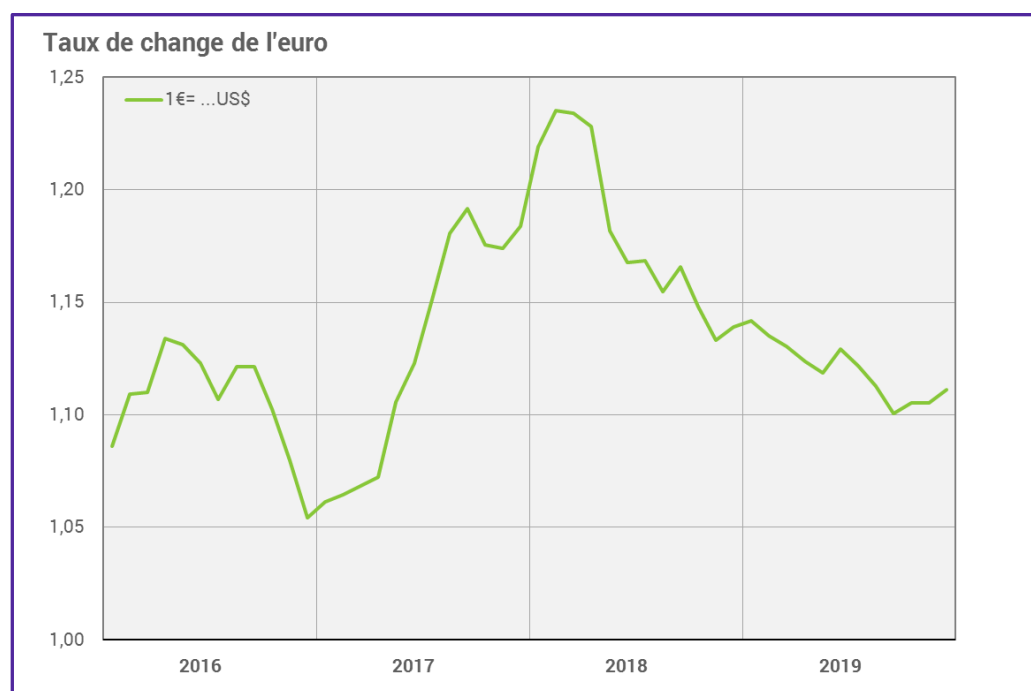
En complément, l'activité du secteur de la construction a été plus dynamique en 2019 (+0,7 % après -0,4 % en 2018) grâce à la hausse de logements neufs et de bureaux et bâtiments industriels. Très consommateur en produits industriels de grande consommation, le marché de l'amélioration-entretien s'est aussi mieux tenu, tiré par les ventes de logements anciens et par les demandes d'amélioration des performances énergétiques du logement avant la réforme du crédit d'impôt de transition énergétique. Enfin, l'année 2019 a été marquée par la croissance élevée des Travaux Publics, de l'ordre de 12 %. Outre un rattrapage après plusieurs années de crise, ce surcroît d'activité provient de l'accélération des programmes d'investissement des collectivités à l'approche des élections et des nombreux travaux de grands opérateurs (Grand Paris, fibres, concessions autoroutières...).

Nouvelle année de dépréciation de l'euro face au dollar

Amorcée au printemps 2018, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar s'est poursuivie en 2019. En moyenne annuelle, le taux de change de l'euro s'est fixé à 1,12 dollar (-5,2 % l'an) après 1,18 dollar en 2018 (+4,6 % l'an) et 1,13 dollar en 2017 (+2 % l'an). Cette évolution sur 2019 est ressortie d'une croissance plus faible en zone euro qu'outre-Atlantique et de l'assouplissement de la politique monétaire européenne.

Par ailleurs, le dollar a bénéficié de son statut de valeur refuge vis-à-vis de l'ensemble des monnaies même s'il a été lui aussi soumis à des vents contraires tels que le ralentissement de l'économie américaine, la baisse des rendements et la montée des tensions géopolitiques et commerciales.

Au global, le taux de change effectif nominal de l'euro (moyenne par rapport aux monnaies des pays concurrents) est quasiment stable en 2019, ce qui suppose que l'impact de son évolution sur les flux commerciaux et sur la compétitivité-prix des exportations européennes est neutre relativement aux autres pays.



Source : Banque de France

	2016	2017	2018	2019
1€=...\$	1,11	1,13	1,18	1,12
Evolution	-0,3%	2,0%	4,6%	-5,2%

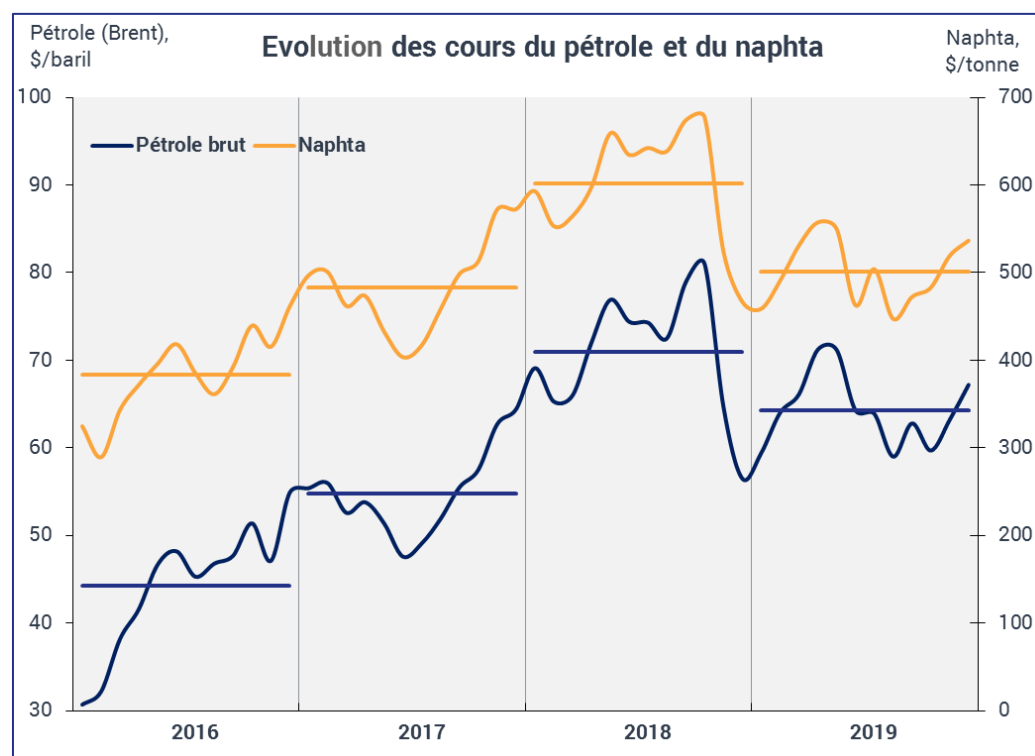
Source : Banque de France

Reflux des cours du pétrole sur un marché en berne

Sur la première moitié de l'année 2019, les cours du pétrole brut ont été soutenus par une offre réduite sur le marché suite à la prorogation de l'accord de contingentement décidé entre les 14 pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie, et à une nouvelle chute de la production de l'Iran.

D'un point bas à 49,8 euros en décembre 2018, le prix du baril de pétrole (Brent) s'est redressé jusqu'à 64 euros en mai 2019. Il est ensuite reparti à la baisse face au ralentissement économique mondial et à la dégradation des perspectives de croissance, d'autant plus que la production des pays non-Opep progressait notamment celle de pétroles de schiste aux Etats-Unis.

Les cours du pétrole ont aussi été perturbés par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et ponctuellement par des attaques contre des équipements pétroliers saoudiens (envolée des cours en septembre). Malgré tous ces chocs haussiers, le cours moyen du baril de Brent s'est établi à 64,3 dollars (ou 57,5 euros) en 2019, en baisse de 9,3 % par rapport à 2018 (ou -4,5 % en euros).



Source : Insee

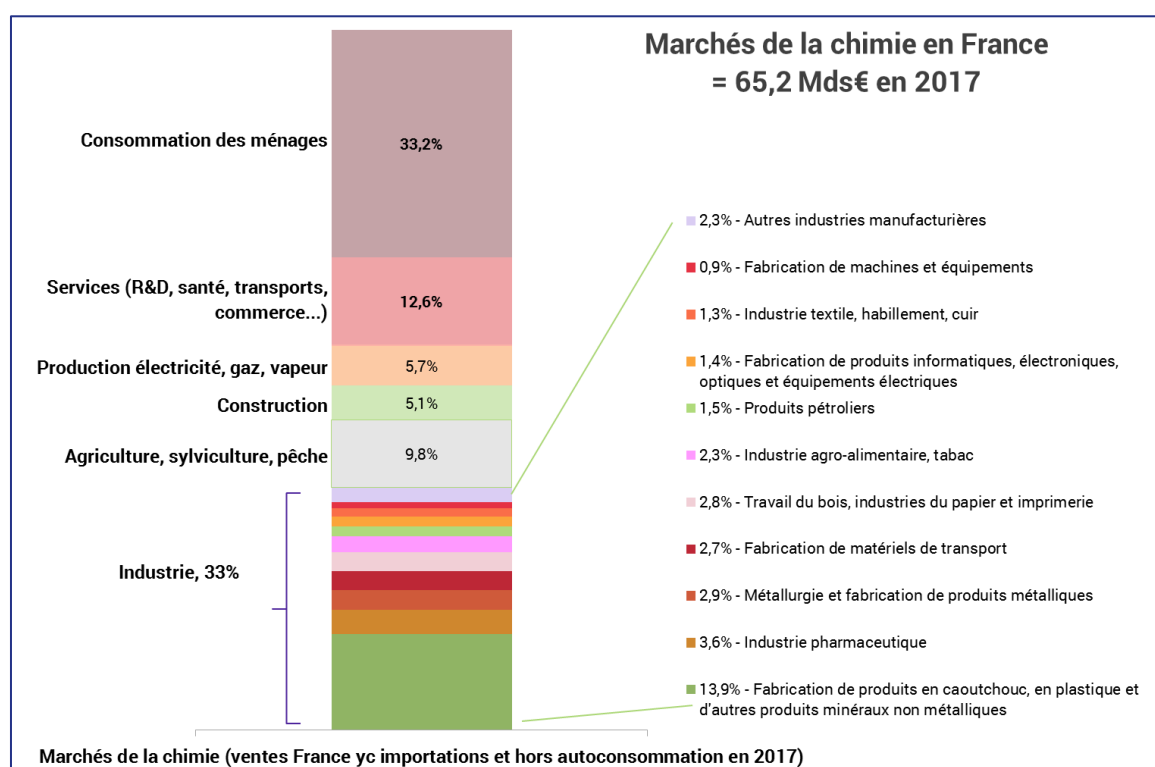
Moyenne	2016	2017	2018	2019
Pétrole, \$/baril	44,20	55	71,0	64,3
Evolution annuelle	-16,0%	23,9%	29,4%	-9,3%
Naphta, \$/tonne	383,3	483,4	602,1	501,1
Evolution annuelle	-17,3%	26,1%	24,5%	-16,8%

Source : Insee

La chimie en France et dans le monde

Principalement composée de PME-ETI, la chimie en France est constituée d'un ensemble d'activités organisées en chaînes de valeur qui transforment les matières premières et utilisent différentes sources d'énergie pour produire des substances intermédiaires et des produits finis.

Au-delà de sa contribution directe à l'économie en termes de création de richesse et d'emplois, la production de la chimie alimente l'ensemble des activités de l'économie, de l'industrie, de la construction, des marchés agricoles et des services jusqu'aux ménages.



Source : Insee

Avec près de 3 000 entreprises et 169 000 personnes salariées en France, la chimie a généré plus de 74 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 et environ 20 milliards d'euros de valeur ajoutée.

Très impliquée dans les échanges internationaux, elle contribue positivement à la balance commerciale de l'industrie manufacturière, et avec un excédent de 12 milliards d'euros en 2019, elle s'est positionnée à la deuxième place des secteurs industriels exportateurs derrière la construction aéronautique et spatiale.

En recherche et développement, la chimie est l'un des secteurs les plus innovants de l'économie française, se maintenant au 4^e rang des industries selon ses dépenses qui sont par ailleurs en hausse régulière depuis 2010 (+3 % par an), et dédiant 8 % de ses effectifs totaux aux activités de recherche.

CHIFFRES-CLES* 2019	Niveaux 2019 et évolutions annuelles
Chiffre d'affaires**	74,2 Mds€
Production (volume)	+0,7%
Exportations	62,2 Mds€ / +2,5%
Importations	50,2 Mds€ / -0,5%
Marché intérieur	62,3 Mds€
Balance commerciale	12 Mds€ / +1,8 Md€
Investissements**	3,8 Mds€ / +4%
Effectif** (nombre, activités de production, sièges sociaux, R&D)	168 650 / +1%

* industrie chimique y compris chimie fine pharmaceutique,

Sources : Insee, Ministère de la Recherche, Douane, **estimations France Chimie

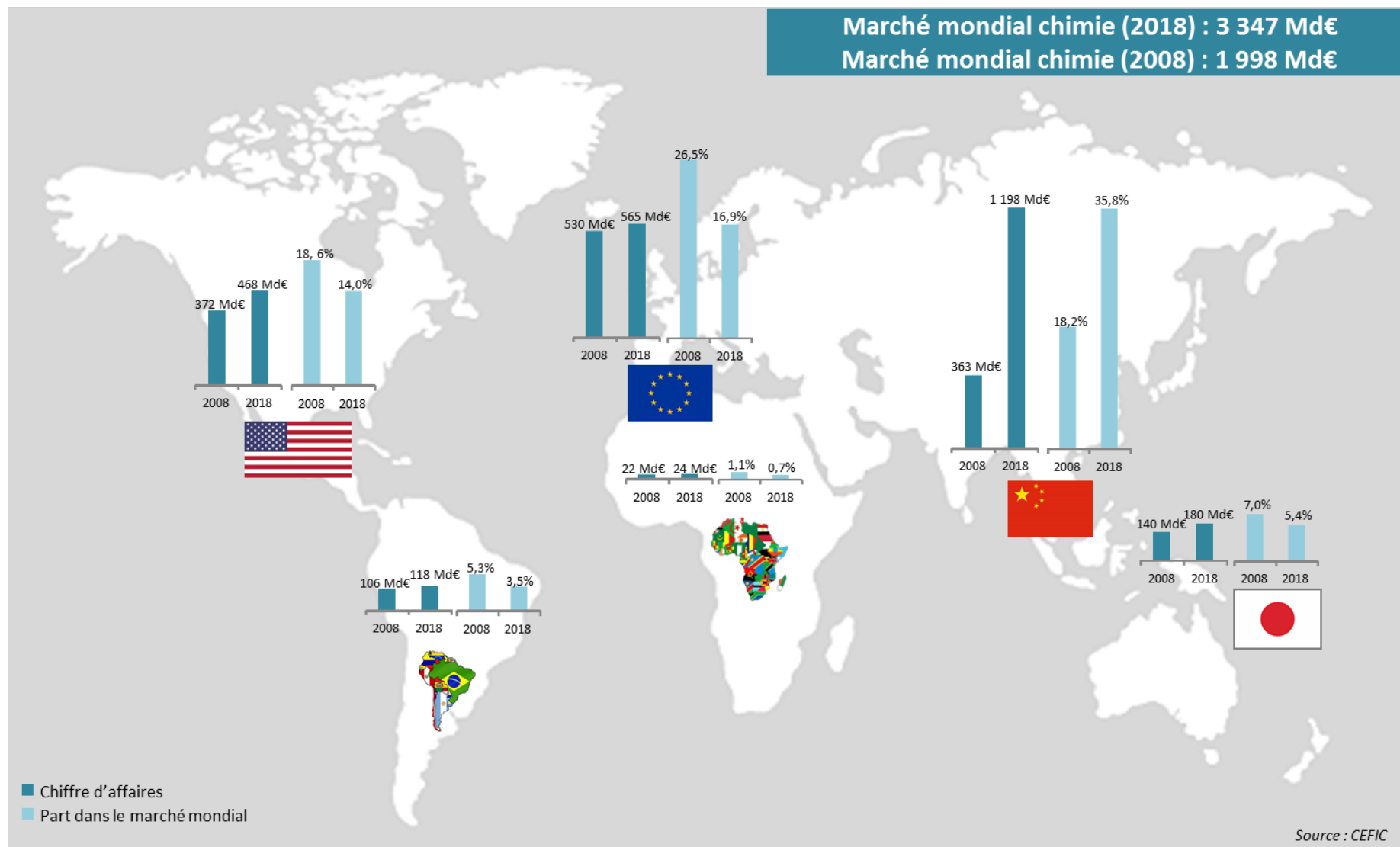
2^e producteur européen et 7^e au niveau mondial

La France est avec l'Allemagne, un des leaders historiques de la chimie en Europe, occupant en 2018 le 2^e rang des pays producteurs après l'Allemagne, et réalisant 13,5 % du chiffre d'affaires de l'Union européenne (contre 32 % pour l'Allemagne).

Au niveau mondial, la France a été confrontée depuis dix ans à la montée en puissance des productions dans les pays d'Asie autres que la Chine. En 2018, elle se retrouve ainsi ex-aequo à la 7^e position de la chimie mondiale avec Taiwan et la Russie, avec une part des ventes de 2,3 % derrière la Corée du Sud (3,8 % du chiffre d'affaires) et l'Inde (2,7 %).

L'Union européenne a également perdu son leadership mondial historique en dix ans. Avec une part de marché de 17 % en 2018, elle occupe désormais la seconde place mondiale derrière la Chine qui compte pour 36 % du marché de la chimie.

PANORAMA DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE MONDIALE, 2008-2018, VENTES PAR REGION ET PARTS DE MARCHÉ



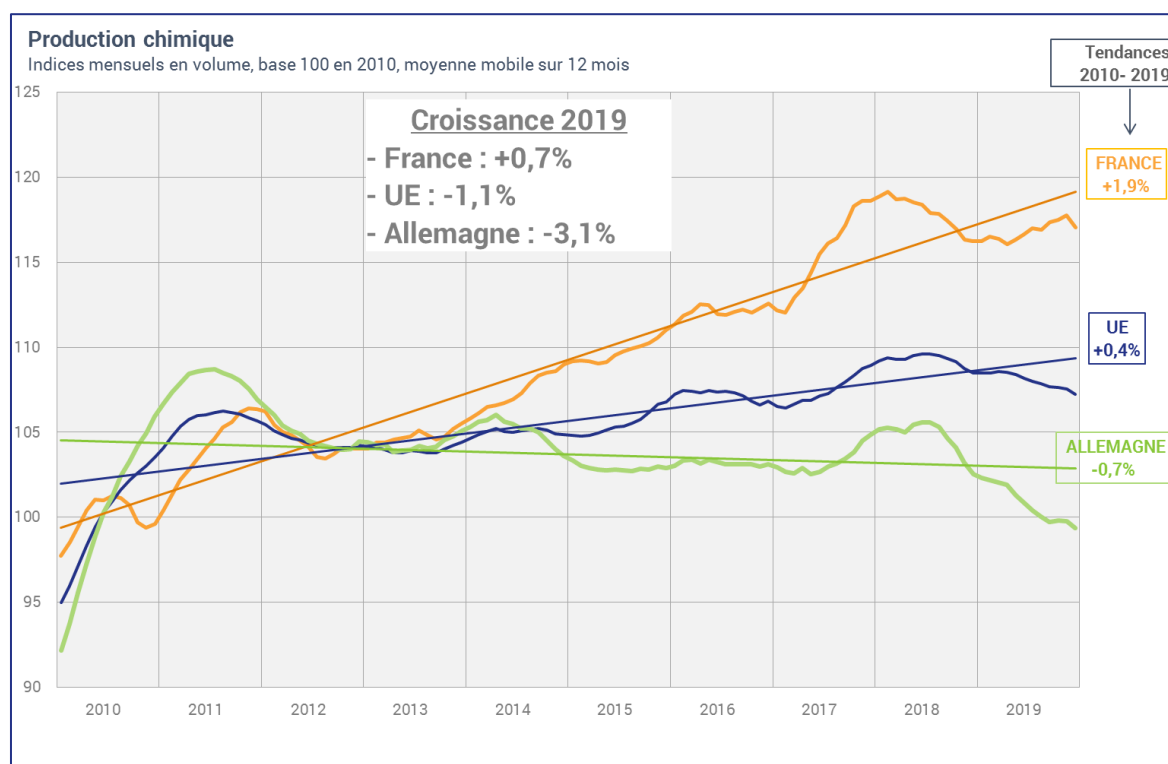
La production de la chimie en France

En 2019, la chimie en France a fait preuve de résilience avec l'expansion de ses activités savons, parfums et produits d'entretien et de chimie fine pharmaceutique, et grâce à marchés bien orientés à l'international.

Résilience de la chimie en 2019

Dans une conjoncture économique plus ralentie en 2019, la chimie en France a mieux résisté par rapport à la moyenne de l'industrie manufacturière en France et par rapport à ses principaux homologues européens. Sa production a effectivement progressé de +0,7 % en volume (après -2 % en 2018), un rythme supérieur à celui de l'industrie manufacturière (+0,4 % après +0,2 % en 2018) et de la chimie européenne dans son ensemble (-1,1 % après -0,4 %).

Au niveau européen, des replis plus significatifs ont été enregistré en Allemagne (-3,1 % après -2,2 %) et au Royaume-Uni (-2,4 % après +2,3 %). Les activités en Italie et en Espagne se sont pour leur part tout juste stabilisées en 2019 (après respectivement +0,4 % et +0,8 % en 2018).



Source : Eurostat

Retour à des taux d'utilisation des capacités normalisés

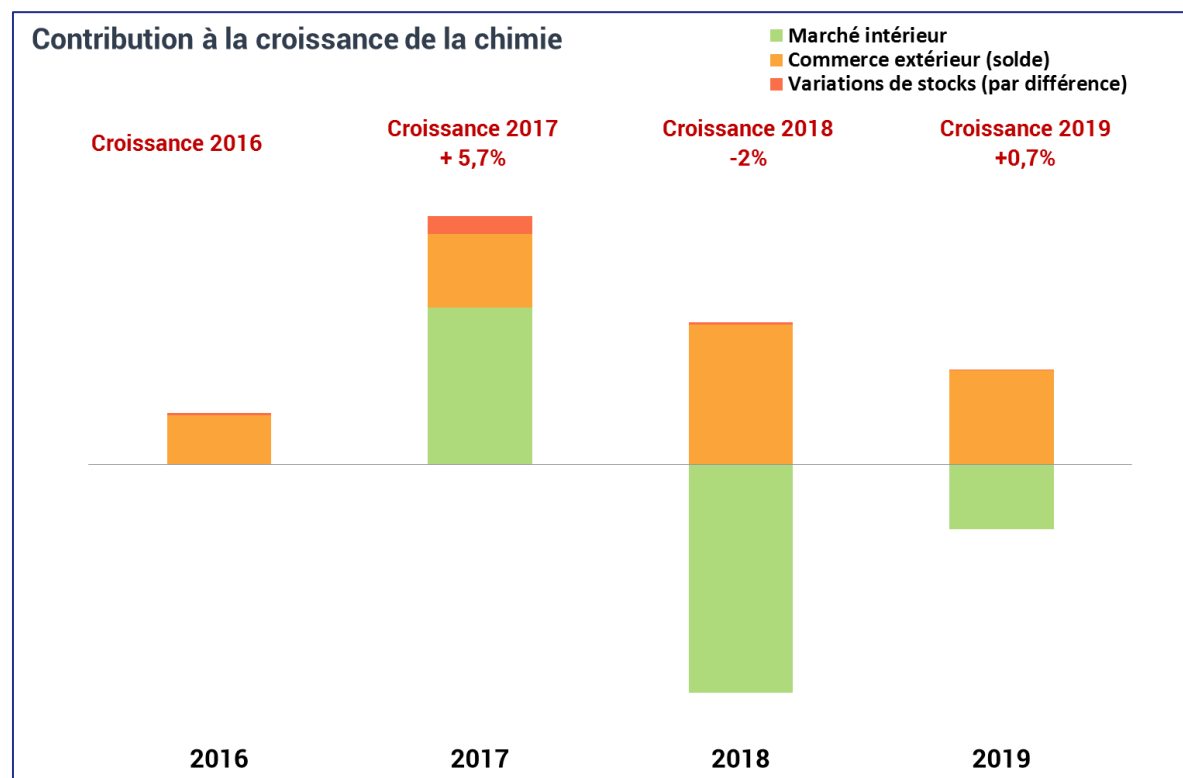
Après deux années de tensions sur l'outil de production en France, les taux d'utilisation des capacités de production de la chimie se sont normalisés en 2019 pour retrouver un niveau proche de 80 % (taux supérieurs à 82 % sur les deux années précédentes).

Plus spécifiquement dans la chimie organique, les capacités se sont ajustées à la baisse en réponse à une moindre demande, et du fait également de la reprise retardée ou reportée de la production après des arrêts pour maintenance. En fin d'année, les mouvements sociaux liés à la réforme des retraites ont perturbé les activités des sites provoquant notamment des difficultés de logistique dans les ports et dans le fret ferroviaire.

Une croissance de la chimie tirée par le commerce extérieur

Pour la troisième année consécutive, le commerce extérieur a joué un rôle moteur pour la croissance de la chimie en France.

Les activités ont certes ressenti la baisse de régime de la demande internationale et de l'industrie en zone euro, en lien notamment avec la chute de l'industrie automobile en Allemagne et au Royaume-Uni. La chimie a toutefois pu profiter de sa couverture diversifiée, tant sectorielle que géographique, pour enregistrer une hausse de ses exportations en 2019. En parallèle, la baisse des importations a entraîné une nouvelle augmentation de la balance commerciale, ce qui s'est traduit par une contribution positive du commerce extérieur de +2,2 points à la croissance de la chimie (après +3,3 points en 2018).

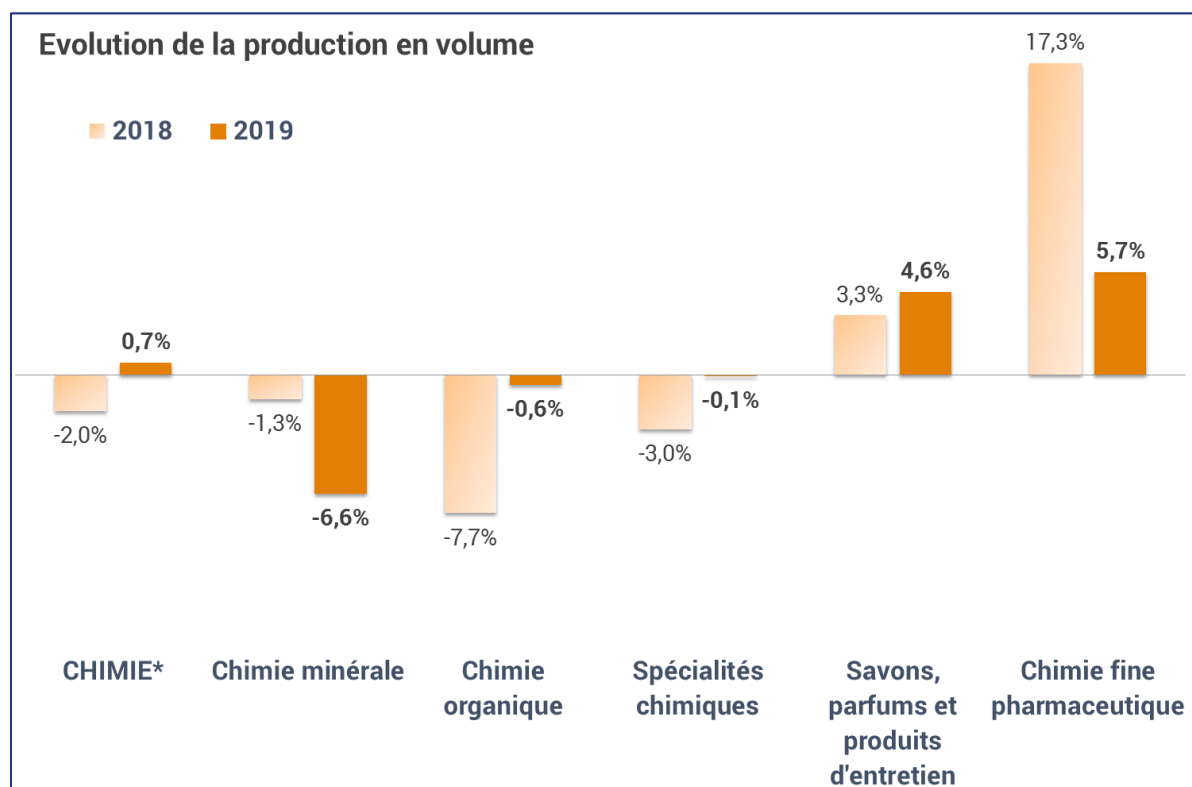


Sources : Insee, douane, estimation France Chimie

Sur le marché intérieur, la dégradation de la conjoncture économique a affecté de nombreux secteurs clients de la chimie. Le repli de l'industrie automobile a pesé directement et au travers de toute la filière de production, en particulier sur la demande en produits en plastiques et en caoutchouc. A l'inverse, les débouchés pour l'aéronautique, les produits informatiques et électroniques et les médicaments sont restés bien orientés même si leurs développements ont été moins soutenus que l'an passé. Le maintien d'une conjoncture dynamique dans le bâtiment et dans les travaux publics a également entretenu un courant d'affaires pour la production chimique.

Du côté de la consommation des ménages, entre la hausse du pouvoir d'achat et les perturbations liées à un contexte social tendu, les particuliers ont eu tendance à reconstituer leur épargne, ce qui a pu conduire à des arbitrages ou à des réductions d'achats de produits de consommation (savons, parfums, produits cosmétiques et détergents, peintures, ...).

Au final, la baisse des débouchés industriels et la modération de la consommation des ménages sur le marché intérieur ont entraîné une contraction du marché intérieur de 1,8 % en volume (après -6 % en 2018). La contribution du marché intérieur à la croissance de la chimie reste ainsi négative en 2019, de -1,5 point après -5,3 points en 2018.



Source : Insee

Chute de la production en chimie minérale

Hormis les gaz industriels, les activités de la chimie minérale sont en contraction en 2019. Les volumes des produits inorganiques (produits chlorés, carbonates, silicates...) ont reculé de 8,2 % (après -2 % en 2018) subissant la baisse de la demande industrielle sur l'ensemble des marchés géographiques. L'activité carbonate de soude a toutefois mieux résisté grâce à la bonne tenue de ses débouchés sur les marchés de la construction et des détergents.

En hausse de +1,4 % en 2019 (après -4,2 % en 2018), l'activité des gaz industriels a été portée par la demande en France de la chimie, de la pharmacie, de l'électronique ainsi que par le développement des filières de recyclage et de projets éco-responsables (procédés d'incinération des déchets, récupération des émissions de composés organiques volatiles...). Le secteur a connu également une croissance significative de ses exportations (+36 % en valeur en 2019), notamment sur les marchés européens qui représentent 74 % de ses exportations totales.

La production des colorants et pigments a reculé (de près de 16 % après une légère reprise de 1,2 %) souffrant de la dégradation de la demande de l'industrie, en France et à l'export. Après deux années de légère croissance, l'activité des engrais et produits azotés s'est repliée (-5,4 % après +0,5 % en 2018 et +0,2 % en 2017). En dehors de tout contexte de crise agricole, les livraisons (production France et importations) sont en retrait de 4 % sur la campagne 2018-2019 par rapport à la moyenne des trois dernières campagnes. Cette évolution peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs : des conditions climatiques particulières (hiver sec), un recul de certaines surfaces cultivées (colza et betterave sucrière), un rendement inférieur de la moisson 2018 et une adaptation des apports d'engrais en fonction des reliquats dans les sols. Enfin, le secteur a connu la fermeture de sites industriels importants.

Reprise modérée de la production de la chimie organique

Dans une conjoncture économique plutôt dégradée, les volumes de produits pétrochimiques ont connu une légère croissance sans pour autant effacer la forte correction de 2018 (+1,5 % après -9,8 % en 2018). La production de matières plastiques a quant à elle continué de se contracter (-2,4 % après -5,1 % en 2018) ainsi que celle des caoutchoucs synthétiques (-11,1 % après -4,8 % en 2018).

La récession de l'industrie automobile mondiale et le fléchissement des activités de la construction en Europe ont eu un impact négatif sur la demande adressée à l'ensemble des activités de la chimie organique.

Les composantes du secteur sont aussi pénalisées par des facteurs structurels qui perdurent (nouvelles capacités américaines ou au Moyen-Orient) ou qui émergent (réglementation sur l'usage des produits en plastique et montée en puissance du recyclage). Les volumes de ces nouvelles capacités plus compétitives qu'en Europe ont été déroutés de leur principale destination qu'est l'Asie vers le marché européen, du fait du ralentissement de la Chine et des tensions commerciales sino-américaines. Plus largement, la guerre commerciale a entraîné des détournements de produits américains ou chinois touchés par les mesures tarifaires vers le marché français ou les marchés export de la France.

Enfin, le site France est touché par les incertitudes réglementaires en cours dans le cadre des mesures de limitation ou d'interdiction de mises sur le marché de certains produits plastiques à usage unique. En réponse aux changements de comportement des consommateurs et aux préoccupations environnementales, de nombreux grands acteurs internationaux de la pétrochimie et des matières plastiques se sont engagés sur des objectifs de production de polymères à partir de matières recyclées quand leurs clients finaux (équipementiers et constructeurs automobiles, emballages alimentaires...) se fixaient des objectifs d'incorporation de plastiques recyclés dans leurs produits. Selon le syndicat des fabricants de matières plastiques PlasticsEurope, le recyclage des produits en plastiques est en constante augmentation en Europe avec un taux de 32,5 % en 2018 (contre 31,1 % en 2016).

Des spécialités chimiques aux dynamiques très contrastées

Après une contraction en 2018, la production des spécialités chimiques s'est stabilisée en 2019, les différentes activités ayant été plus ou moins marquées par la baisse de la demande des grands marchés clients.

En particulier, les peintures, vernis et colles ont pu profiter de la meilleure orientation des marchés de l'aéronautique et de la construction en France ainsi que de marchés dynamiques à l'exportation, compensant le ralentissement de l'industrie automobile.

Parmi les autres spécialités chimiques, les huiles essentielles ont continué de bénéficier de la demande soutenue des produits cosmétiques et parfums.

Enfin, après une forte contraction en 2018, la production de produits phytopharmaceutiques s'est améliorée sans pour autant recouvrer ses précédents niveaux (+6 % en volume après -12,5 % en 2018). La croissance du secteur a été freinée par un contexte climatique peu favorable à l'utilisation de produits (temps sec) et par la multiplication de nouvelles techniques alternatives comme le désherbage mécanique ou l'utilisation de variétés résistantes. En revanche, les acteurs phytopharmaceutiques ont renforcé le développement des produits de bio contrôle en substitution aux produits dits conventionnels et bénéficient de la croissance de l'agriculture biologique.

Nouvelle performance de la production de savons-parfums

Pour la quatrième année consécutive, l'activité des savons, parfums et produits d'entretien a augmenté en 2019 (+4,6 % après +3,3 % en 2018 grâce aux bonnes performances de ces deux composantes : +4,3 % pour les parfums et produits cosmétiques et +6,4 % pour les savons et les détergents. Comme en fin d'année 2018, elles ont accusé un trou d'air en décembre pendant la période de blocages sociaux en France.

A total en 2019, la croissance du secteur a surtout été portée par le marché extérieur avec des exportations en hausse de +8,7 % en valeur quand les ventes sur le marché domestique sont en recul depuis trois ans. Le marché des parfums et produits cosmétiques bénéficient en effet depuis plusieurs années de l'essor des classes moyennes dans le monde et en particulier dans les pays d'Asie où la « marque France » est fortement plébiscitée. De plus, le développement du e-commerce et des produits cosmétiques personnalisés stimule l'activité et présentent de nouveaux relais de croissance de l'activité au niveau mondial.

Poursuite du développement de l'activité des produits pharmaceutiques de base

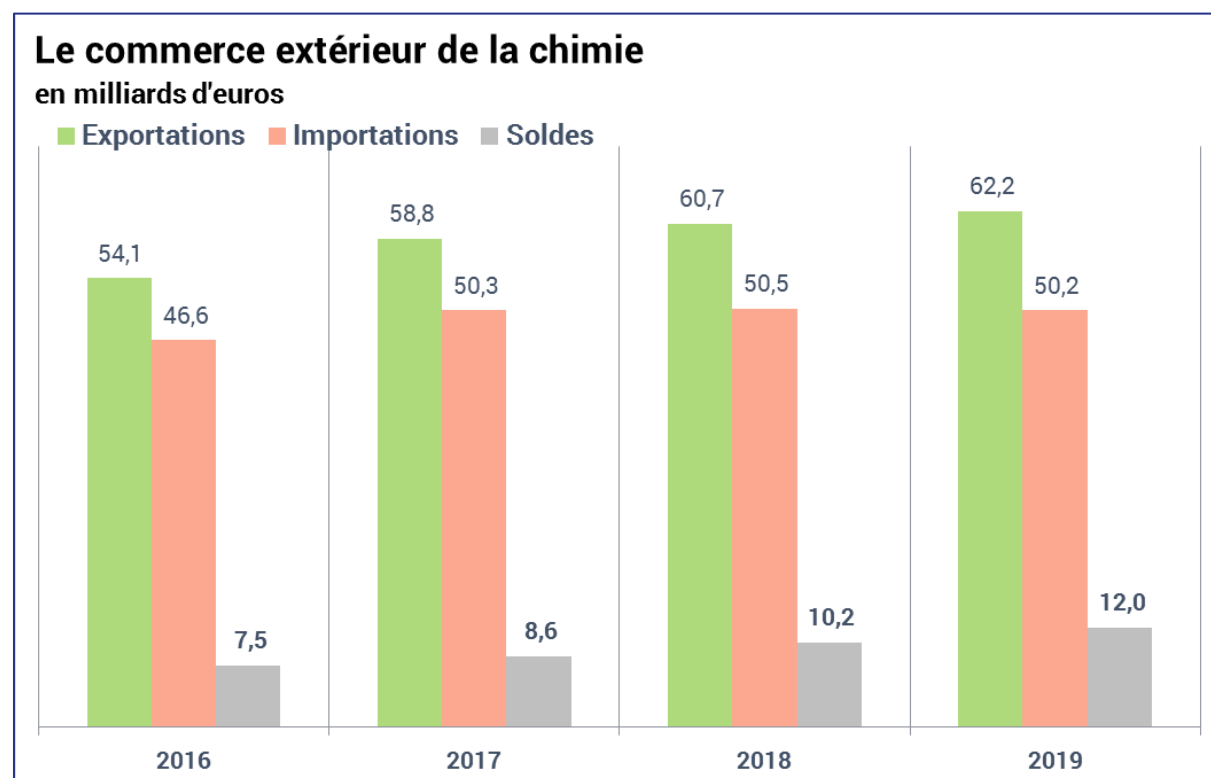
Après un rebond significatif en 2018, l'activité de la chimie fine pharmaceutique est restée sur un rythme de progression soutenue (+5,7 % après +17,3 %). Dans un contexte de demande forte de l'activité médicaments, les productions de nombreuses substances délocalisées en Asie au début des années 2000 pour faire des grandes quantités à des coûts plus compétitifs, sont de retour en Europe depuis cinq ans. Cette tendance fait suite à des crises sanitaires, à des problèmes de suivi qualité des produits, à des fermetures de capacités en Chine et à une baisse de l'écart des coûts de production. Elle est aussi une réponse à la mutation de la médecine qui demande des molécules plus complexes à synthétiser pour des traitements innovants et personnalisés ce qui incite les grands laboratoires pharmaceutiques à davantage s'appuyer sur l'expertise des entreprises de chimie fine travaillant à façon en France ou en Europe dans des exigences réglementaires et des standards de production reconnus.

Les échanges extérieurs de la chimie en France

Dans le cadre d'un ralentissement économique général de l'ensemble des grandes zones géographiques, la chimie en France a affiché en 2019 des nouveaux records de ses exportations et de sa balance commerciale. Cette dernière a pu s'appuyer sur les performances des secteurs des savons-parfums, de la chimie organique et des spécialités chimiques. La chimie a également bénéficié d'une contribution positive de ses échanges avec l'Asie et les Etats-Unis.

Les exportations de la chimie se sont élevées à 62,2 milliards d'euros en 2019, en hausse de +2,5 % en valeur par rapport à 2018, la maintenant dans le peloton de tête des industries exportatrices françaises après l'aéronautique (64,4 milliards d'euros) et devant l'automobile (35,7 milliards d'euros).

En parallèle, les importations de produits chimiques ont reculé de 0,5 % en valeur, en lien avec une demande intérieure plus faible. Il ressort de ces évolutions un nouveau niveau record pour la balance commerciale de la chimie, à 12 milliards d'euros (après 10,2 milliards en 2018). Elle conserve alors sa place de deuxième secteur contributeur au solde commercial de l'industrie manufacturière, après l'aéronautique (31 milliards d'euros).



Source : Douane

Malgré la baisse des cours du pétrole, l'effet prix sur les variations des flux commerciaux a été très faiblement négatif pour l'ensemble de la chimie (de -0,2 % à l'exportation et de -0,1 % à l'importation), ce qui a peu modifié les variations des flux en volume. Un effet plus significatif de la baisse des prix s'est toutefois produit pour les activités chimiques dont la part de produits pétroliers dans leurs intrants est plus forte.

Valeurs en millions d'euros	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDES	
	2019	évolution annuelle	2019	évolution annuelle	2019	2018
Chimie minérale	4 063	3,4%	6 645	1,3%	- 2 582	- 2 629
Chimie organique	19 649	-3,2%	18 342	-5,6%	1 307	869
Spécialités chimiques	17 706	2,4%	13 579	0,3%	4 127	3 748
Savons, parfums, produits d'entretien	17 808	8,7%	5 281	4,8%	12 527	11 347
Chimie fine pharmaceutique	2 979	6,8%	6 377	7,8%	- 3 398	- 3 126
CHIMIE	62 205	2,5%	50 224	-0,5%	11 981	10 209

Source : Douane

Stabilisation du déficit commercial de la chimie minérale

Pour la deuxième année consécutive, la chimie minérale a enregistré un solde négatif de -2,6 milliards d'euros malgré une hausse des exportations supérieure à celle des importations. Les exportations d'engrais et de produits azotés ont pourtant été plus dynamiques (+9 % en valeur) mais ce secteur reste importateur net avec un déficit de plus de 1,6 milliard d'euros, les achats extérieurs restant majeurs pour alimenter le marché français.

La balance commerciale des produits inorganiques de base est aussi déficitaire en raison d'importations élevées en valeur suite à une inflation importante (+8 % en 2019).

Seuls les gaz industriels ont pu contribuer à réduire le déficit de la chimie minérale, grâce à une progression des échanges et à l'affichage d'un solde en positif (+3,4 millions d'euros après -11,2 millions en 2018).

Amélioration de l'excédent commercial de la chimie organique

En 2019, une baisse plus forte des importations de la chimie organique a permis d'enregistrer une hausse du solde. Les différentes activités sont concernées par cette contraction des importations résultant de la diminution de la demande des marchés clients en France. Les flux ont également été plus sensibles à des effets prix négatifs suite à la baisse des prix du pétrole. Dans le détail, les échanges de produits organiques de base ont été mieux orientés à l'exportation (+1 % en volume) et le solde a augmenté à +83,5 millions d'euros (contre -308 millions en 2018) suite à une stabilisation des approvisionnements extérieurs.

Pour les matières plastiques, le bilan est plus mitigé car l'excédent ne s'est amélioré qu'en raison d'un recul plus fort des importations (de -7,5 % en valeur contre -6 % pour les exportations). Compte tenu d'une baisse des prix, les échanges ont fini en contraction de -2 % en volume à l'export comme à l'import.

Progression soutenue de la demande extérieure en spécialités chimiques

Les spécialités chimiques ont continué de bénéficier en 2019 de leur bonne orientation sur les marchés extérieurs permettant une nouvelle progression de leur excédent. Les exportations ont progressé pour toutes les activités et en particulier pour les produits phytopharmaceutiques (+15,6 % en valeur) et les explosifs (+10,7 %). On notera toutefois la stagnation des exportations de colles en valeur et un repli en volume (-1,5 %) plus touchées par le ralentissement de la demande des marchés clients.

Performances continues à l'exportation pour les savons-parfums

En 2019, la balance commerciale des savons, parfums et produits d'entretien a de nouveau progressé pour dépasser son précédent record, à 12,5 milliards d'euros (après 11,3 milliards d'euros). Cette performance est ressortie d'une hausse soutenue des exportations tant des savons et détergents (+6,2 % en valeur) que des parfums et produits cosmétiques (+8,7 %). En dépit d'un marché plus mature en France, les importations ont également augmenté, en particulier en parfums et produits cosmétiques (+8,8 % en valeur).

Les produits estampillés « France » bénéficient toujours d'un positionnement fort sur de nombreux marchés internationaux, le premier en parts de marché étant l'Europe suivi des Etats-Unis et de l'Asie. La demande de cette dernière région connaît une forte accélération avec un bond des ventes de parfums et produits cosmétiques de plus de 21 % en valeur en 2019. Selon la Fédération de la Beauté, un produit cosmétique français sur cinq est vendu en Asie.

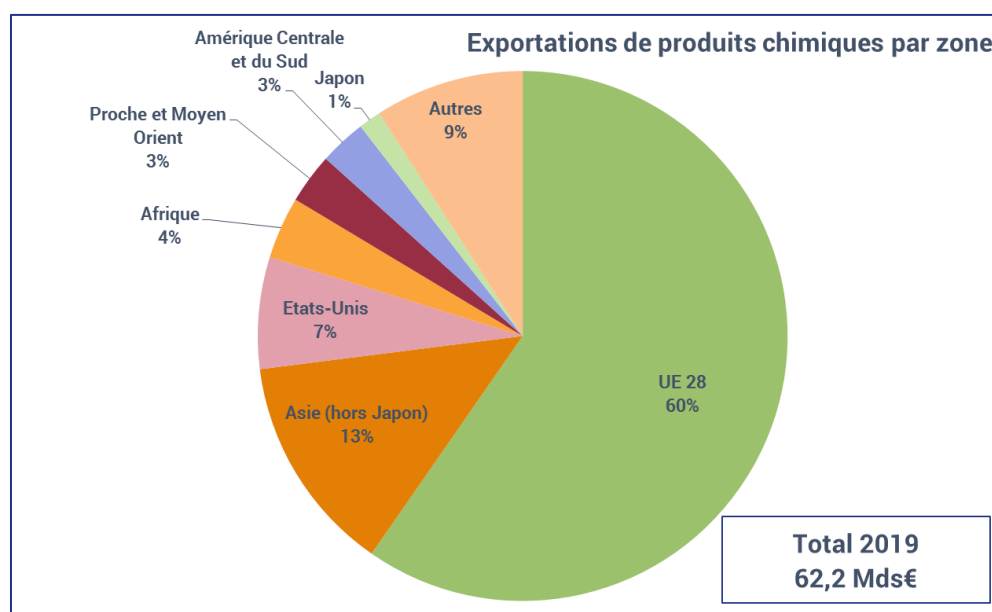
Maintien d'un déficit en chimie fine pharmaceutique

Le déficit des échanges de produits pharmaceutiques de base s'est davantage dégradé en 2019 du fait d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations.

En raison d'un effet prix très positif, les évolutions en volume présentent des dynamiques différentes : les approvisionnements sont en repli de 3 % et les exportations en hausse de +0,7 % en volume.

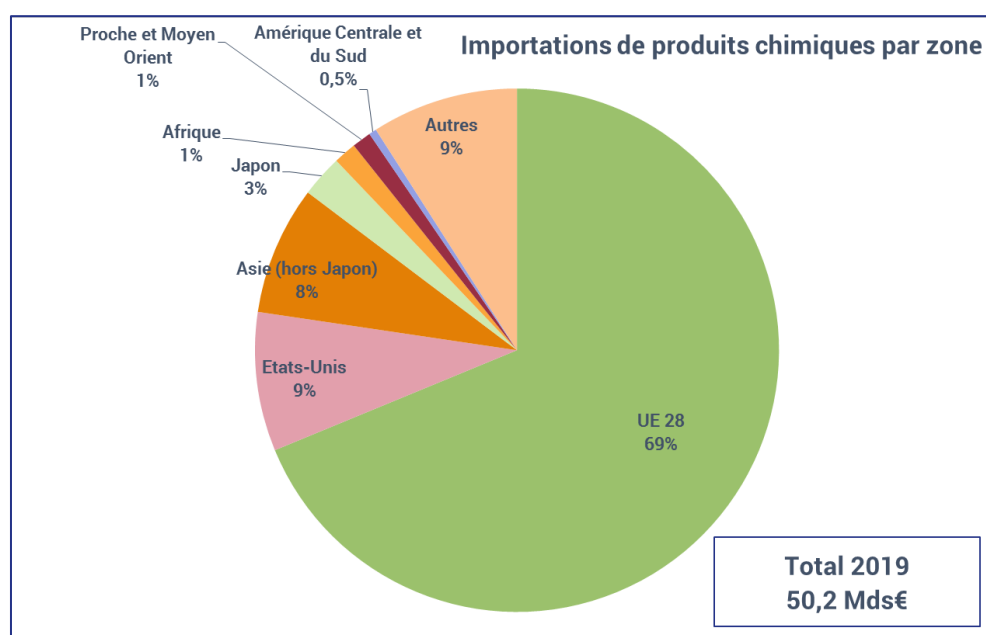
Les importations de produits pharmaceutiques de base sont principalement en provenance des Etats-Unis (18 % des approvisionnements totaux), de la Belgique (10 %), de l'Autriche (10 %) et de la Chine (10 %).

L'Union européenne reste le premier marché géographique absorbant 60 % des exportations totales de la chimie en France. Elle constitue également la première zone d'approvisionnements de produits chimiques avec une part de 69 % des importations totales en France en 2019.



Source : Douane

L'Asie est la deuxième région cliente de la France comptant pour 13 % des exportations devant les Etats-Unis (7 %). A l'inverse, ces derniers se positionnent en deuxième position des fournisseurs juste devant l'Asie, avec une part de 9 % contre 8 % des importations totales pour l'Asie en 2019.



Source : Douane

La concentration des échanges avec l'UE réduit l'exposition de la chimie aux variations de taux de change de l'euro, et en parallèle, ses positions sur les autres marchés lui permettent de profiter de l'ensemble des poches de croissance existant dans le monde.

Valeurs en millions d'euros	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS		SOLDES	
	2019	évolution annuelle	2019	évolution annuelle	2019	2018
Union européenne 28	37 110	-0,1%	34 534	-1,4%	2 576	2 145
Afrique	2 357	3,7%	707	-14,4%	1 649	1 447
Amérique Centrale et du Sud	1 775	4,9%	236	3,1%	1 539	1 463
Asie	8 297	12,5%	3 994	6,9%	4 303	3 643
Etats-Unis	4 241	4,5%	4 310	-4,5%	- 69	- 458
Japon	847	-4,8%	1 303	5,8%	- 456	- 342
Proche et Moyen Orient	1 904	3,3%	594	8,6%	1 311	1 296
Autres	5 673	5,3%	4 546	3,9%	1 127	1 014
TOUTES ZONES	62 205	2,5%	50 224	-0,5%	11 981	10 209

Source : Douane

Légère amélioration du solde des échanges avec l'Union européenne

En 2019, les exportations de la chimie se sont quasiment stabilisées en valeur (après +2 % en 2018) alors que les importations se contractaient (-1,4 % après -0,7 %). Le solde commercial s'est ainsi légèrement amélioré à 2,6 milliards d'euros (après 2,1 milliards en 2018). Compte tenu de la baisse des prix, les flux à l'exportation sont plus dynamiques en volume, en hausse de +1,3 % et restent en recul à l'importation.

Le ralentissement de l'économie de l'Union européenne s'est finalement diffusé à la chimie, en particulier au travers de la demande en provenance de ses grands clients que sont l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Ils absorbent à eux quatre près de 60 % des exportations vers l'UE.

En net ralentissement sur l'ensemble de l'année, l'Allemagne - premier client de la chimie - a réduit ses approvisionnements depuis la France de 1,5 % en valeur (après +3,8 % en 2018). Le solde du commerce extérieur de la chimie avec l'Allemagne reste déficitaire mais il s'est un peu réduit en 2019 en raison de la contraction des importations en France (-4 % après +0,7 %).

Seuls les échanges de parfums et produits de beauté ont enregistré une balance excédentaire et en progression, à la faveur d'une hausse des ventes (20 % du total exporté) et d'une baisse des achats. Ils sont restés attractifs pour répondre à la demande des ménages allemands. La contraction des exportations est surtout liée à la baisse des ventes de produits chimiques de base qui ont représenté 45 % des ventes totales vers l'Allemagne. Celles de matières plastiques ont en particulier nettement reculé (-8,5 %) ainsi que celles de spécialités chimiques (-4,8 %), l'ensemble de ces activités ont ressenti la baisse de la demande des secteurs industriels allemands tels que l'automobile ou l'électronique.

Les échanges avec l'Italie, deuxième destination mondiale de la chimie en France, se sont dégradés tant à l'exportation qu'à l'importation, l'excédent commercial se stabilisant néanmoins à 1,9 milliard d'euros. Les flux ont surtout profité d'une progression des excédents des échanges des spécialités chimiques et des savons-parfums.

La demande en produits chimiques de l'Espagne à la France a été soutenue en savons, parfums et en spécialités chimiques compensant la contraction de produits de chimie organique. En raison d'un courant d'importations légèrement supérieur et dans de nombreux secteurs, l'excédent commercial des échanges a stagné à 1 milliard d'euros en 2019.

En période d'incertitudes sur la date de sortie du Royaume-Uni, les échanges de produits chimiques ont été plus volatils, évoluant par anticipation à la hausse ou à la baisse au gré des annonces de sortie de l'UE. En moyenne annuelle, les exportations se sont finalement stabilisées alors que les importations ont reculé (-9,6 %). Du troisième rang des pays clients de la France en 2018, le Royaume-Uni s'est ainsi vu relégué à la cinquième position. Les exportations de spécialités chimiques et de savons, parfums sont restés plutôt dynamiques en 2019 alors que celles de la chimie organique se sont nettement repliées (-10 % pour la pétrochimie et les matières plastiques).

Réduction du déficit des échanges avec les Etats-Unis

Le solde des échanges de produits chimiques avec les Etats-Unis s'est redressé (-69 milliards d'euros après -458 milliards d'euros) à la faveur d'une hausse des exportations et d'un recul des approvisionnements. Les exportations de produits chimiques de base - environ un tiers des exportations totales - se sont relativement bien développées (+5,8 % par rapport à 2018) grâce à l'augmentation de la demande en produits inorganiques et en gaz industriels qui ont ainsi tous deux amélioré leur solde. En revanche, la balance commerciale de la pétrochimie s'est dégradée du fait de la contraction des exportations et de la hausse des approvisionnements. Outre un effet conjoncturel, la pétrochimie française et plus largement européenne se retrouve sur ses marchés face aux produits issus des nouvelles capacités d'éthylène sur base éthane (extensions de capacités existantes, réouvertures d'unités mises sous cocon, conversions d'unités de naphta à l'éthane et au propane, nouvelles unités de grande taille).

Pour les matières plastiques, la baisse de la demande du marché français s'est traduite par une plus forte contraction des importations que des exportations, n'autorisant qu'une légère amélioration du déficit.

Toujours premier secteur contributeur au solde des échanges avec les Etats-Unis, les savons, parfums et produits d'entretien ont été moins porteurs en 2019, enregistrant un ralentissement des exportations et une poussée des achats, en particulier de parfums et produits cosmétiques. La balance commerciale a légèrement diminué à 1 milliard d'euros. En produits pharmaceutiques de base, les Etats-Unis ont réalisé plus de 17 % des importations totales du secteur en 2019, une part en légère baisse suite à une contraction significative des approvisionnements (-17 % par rapport à 2018).

Bonne orientation des échanges avec l'Amérique centrale et du Sud

Au total, la balance des échanges de produits chimiques avec l'Amérique centrale et du Sud a une nouvelle fois augmenté grâce à la progression soutenue des exportations, en grande partie vers le Brésil, premier pays client de la zone. Les échanges de produits phytopharmaceutiques se sont particulièrement améliorés contribuant à l'amélioration globale. En revanche, les soldes des produits organiques et des matières plastiques se sont significativement dégradés, la France augmentant fortement ses importations sur ces deux activités.

Les exportations vers l'Argentine, deuxième destination de la zone, ont pour leur part reculé reflétant les difficultés économiques du pays.

Nouvelle contraction du déficit des échanges avec le Japon

Malgré une dépréciation du l'euro vis-à-vis du yen, les exportations de produits chimiques de la France vers le Japon ont été marquées par le ralentissement industriel du pays, avec en particulier une chute pour les produits chimiques de base (-25 % en valeur). La contribution des échanges de savons, parfums et produits cosmétiques a également un peu diminué en raison d'une hausse importante des achats de parfums et produits cosmétiques.

Des échanges toujours très dynamiques avec l'Asie

En 2019, la balance commerciale des échanges avec l'Asie a enregistré un nouveau record (+3,8 milliards d'euros après +3,3 milliards en 2018) grâce à une progression soutenue des exportations surpassant celle des importations.

Les trois premières destinations sont la Chine* (38,5 % des ventes totales vers la zone), Singapour (25 %) et la Corée du Sud (12,6 %). Les exportations vers ces pays ont enregistré des croissances à deux chiffres en 2019 relativisant le ralentissement économique de la zone.

Le marché chinois est resté très attractif pour les savons, parfums et produits d'entretien (plus de 50 % des expéditions totales vers la Chine) qui ont enregistré un bond de 34 % de leurs exportations depuis la France. A l'inverse, les ventes de produits organiques de base ont ressenti le ralentissement de l'industrie chinoise alors que la France augmentait ses achats, ce qui a dégradé la balance commerciale de ces produits.

La situation des échanges de produits pharmaceutiques de base où la France est déficitaire depuis plusieurs années, s'est pour sa part stabilisée avec un arrêt de la dégradation du déficit obtenu grâce à une hausse soutenue des exportations et une plus faible progression des achats. Le rapatriement en Europe et en France de fabrications suite aux contrôles dans le cadre d'une politique de développement durable renforcée depuis 2-3 ans a participé à cette amélioration de la France même si le rééquilibrage est long compte tenu des délais incompressibles de qualifications et de mises en conformité réglementaire des nouvelles unités.

*y compris Hong-Kong

Le commerce extérieur de la France avec Singapour, véritable plateforme d'échanges internationaux pour toute la zone de l'Asie du Sud-Est, a profité de la hausse des ventes de parfums et produits cosmétiques (61 % des flux vers le pays). En parallèle, Singapour concentre toujours les importations de produits pharmaceutiques de base depuis la zone (plus de 78 % des achats depuis Singapour) qui sont également en nette hausse en 2019 (+34 %).

Le développement significatif des ventes de la chimie vers la Corée du Sud (+38,4 %) a été porté par la hausse des exportations de parfums et produits cosmétiques (+27 %) qui constituent près de 40 % des expéditions totales vers la Corée du Sud.

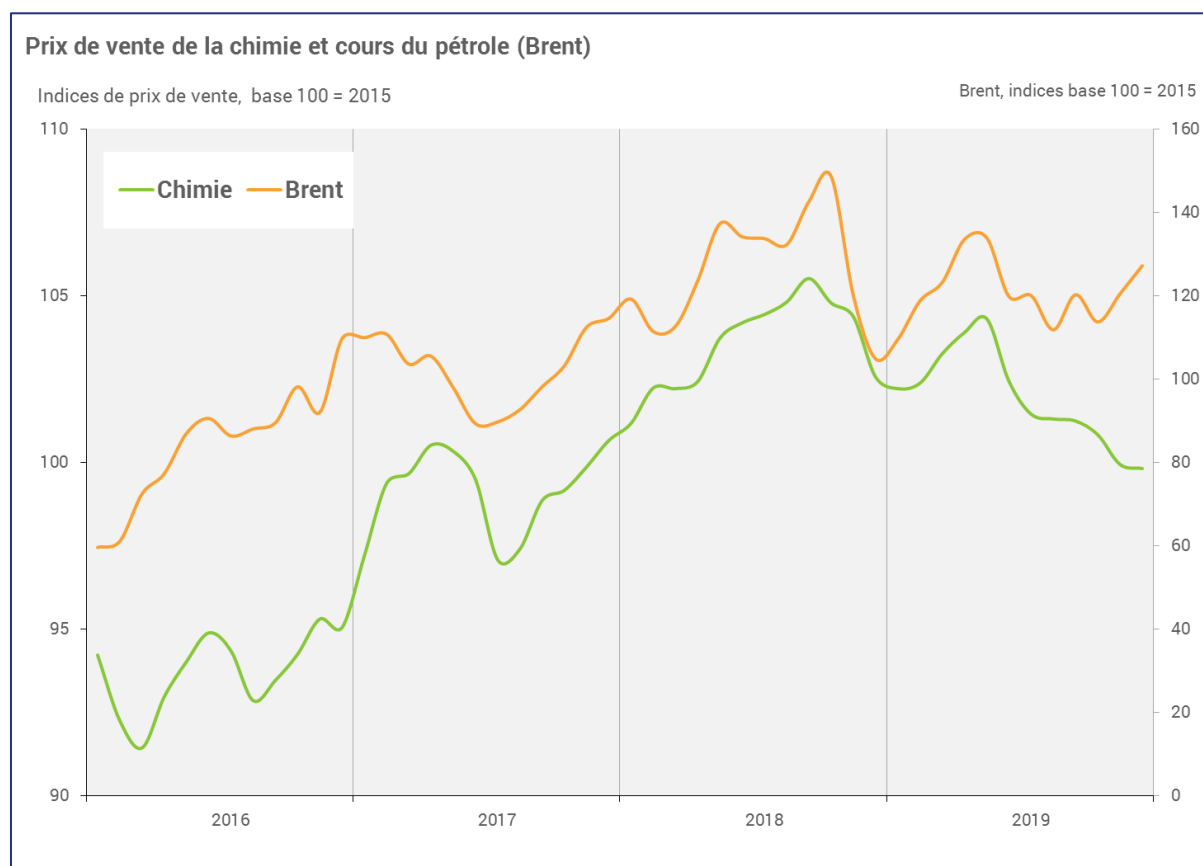
Classement des pays à l'exportation de la chimie en France				
Dix premiers pays clients dans l'UE	Rang	Exportations (M€)	Evolution 2019/2018	Part dans total export chimie
Allemagne	1	8 760	-1,5%	14,1%
Italie	2	4 999	-1,7%	8,0%
Espagne	3	4 228	1,0%	6,8%
Royaume-Uni	4	4 221	-0,1%	6,8%
Belgique	5	3 873	-3,3%	6,2%
Pays-Bas	6	3 027	-0,9%	4,9%
Pologne	7	1 686	3,8%	2,7%
Irlande	8	845	3,0%	1,4%
Suède	9	833	3,8%	1,3%
République tchèque	10	630	0,8%	1,0%
Dix premiers pays clients hors UE	Rang	Exportations (M€)	Evolution 2019/2018	Part dans total export chimie
Etats-Unis d'Amérique	1	4 241	4,5%	6,8%
Chine	2	2 737	11,1%	4,4%
Singapour	3	2 066	15,3%	3,3%
Suisse	4	1 316	-2,2%	2,1%
Russie	5	1 312	4,1%	2,1%
Brésil	6	1 059	10,1%	1,7%
Turquie	7	1 054	4,6%	1,7%
Corée du Sud	8	1 047	38,4%	1,7%
Japon	9	847	-4,8%	1,4%
Emirats Arabes Unis	10	711	8,6%	1,1%

Classement des pays d'importation de produits chimiques en France				
Dix premiers pays fournisseurs de l'UE	Rang	Importations (M€)	Evolution 2019/2018	Part dans total import chimie
Allemagne	1	9 381	-3,9%	18,7%
Belgique	2	6 273	-1,3%	12,5%
Pays-Bas	3	4 804	0,7%	9,6%
Espagne	4	3 198	1,2%	6,4%
Italie	5	3 064	-3,3%	6,1%
Royaume-Uni	6	2 304	-9,6%	4,6%
Irlande	7	1 441	2,1%	2,9%
Autriche	8	1 176	22,0%	2,3%
Suède	9	709	-11,4%	1,4%
Pologne	10	540	2,9%	1,1%
Dix premiers pays fournisseurs hors UE	Rang	Importations (M€)	Evolution 2019/2018	Part dans total import chimie
Etats-Unis d'Amérique	1	4 310	-4,5%	8,6%
Suisse	2	2 174	7,0%	4,3%
Chine	3	2 036	3,6%	4,1%
Japon	4	1 303	5,8%	2,6%
Singapour	5	581	29,7%	1,2%
Inde	6	565	10,3%	1,1%
Corée du Sud	7	362	-7,8%	0,7%
Russie	8	348	-24,7%	0,7%
Israël	9	257	21,3%	0,5%
Egypte	10	206	-20,7%	0,4%

Source : Douane

Les prix de vente de la chimie en France

Après deux années de hausse soutenue, les prix de vente de la chimie se sont repliés en 2019 (-1,6 %) sous le double effet du ralentissement de la demande en produits chimiques et de la baisse des prix des principaux intrants énergétiques (pétrole, gaz naturel).



Source : Insee

Les prix de la chimie avaient connu un léger rebond sur le début de l'année répercutant partiellement la progression passée des prix du pétrole, avec une hausse de +2,1 % entre janvier et mai 2019 face à +22,3 % pour le Brent.

Dans un contexte de ralentissement de la demande, ils se sont ensuite déconnectés des variations des prix du pétrole, ces derniers connaissant des épisodes de volatilité à la hausse en deuxième partie de l'année en lien avec des tensions géopolitiques internationales.

Modération des prix en chimie minérale

Après un rebond en 2018, les prix de la chimie minérale ont légèrement reculé en 2019, en raison exclusivement de la contraction des prix des produits inorganiques de base (-3 %). Dans un marché moins dynamique, les acteurs ont dû probablement revoir à leur baisse leurs prix et répercuter la diminution des coûts des matières premières.

Alors que les prix du gaz naturel en Europe reculaient nettement (-34,3 % en 2019 après +29 % l'année précédente), les prix des engrais sont restés en progression (+3,4 %) du fait de tensions sur l'offre au niveau mondial (réduction des capacités d'engrais à l'export de la Chine).

Évolution annuelle, indices de prix de production base 100 = 2015	2016	2017	2018	2019
Chimie minérale	-8,3%	1,2%	10,9%	-0,8%
Chimie organique	-9,7%	12,7%	4,4%	-4,8%
Spécialités chimiques	-2,9%	2,5%	2,6%	2,6%
Savons, parfums et produits d'entretien	0,1%	-0,6%	-0,6%	0,1%
Produits pharmaceutiques de base	-1,4%	0,1%	3,1%	-3,6%
Chimie	-6,2%	5,7%	4,4%	-1,6%

Source : Insee

Contraction des prix de la chimie organique

En 2019, les prix de la chimie organique ont été sous pression dans un contexte de débouchés plus faibles et de baisses des cours du pétrole. Le secteur a de plus été confronté sur ses marchés à la concurrence des produits issus des nouvelles capacités à moindres coûts aux Etats-Unis, au Moyen-Orient ou en Asie, ou de ceux redirigés en Europe en conséquence des tensions commerciales sino-américaines.

Progression constante des prix des spécialités chimiques

Hormis pour les produits phytopharmaceutiques, les secteurs des spécialités chimiques ont tous affiché une hausse de leurs prix. Certaines spécialités sont moins exposées aux évolutions du cycle économique et bénéficient d'un contenu « innovation » qui les protègent davantage de la concurrence. D'autres activités qui servent des marchés porteurs tels que les arômes, parfums et cosmétiques, sont également moins soumises à la concurrence. A l'inverse des peintures, vernis et colles qui alimentent plusieurs marchés différents de l'industrie ou de la construction, et qui ont pu davantage ressentir de pression sur leurs prix et leurs marges en raison des difficultés de leurs débouchés.

Stabilisation des prix des savons, parfums et produits d'entretien

Le maintien des prix des savons, parfums et produits d'entretien est surtout le reflet de la poursuite du recul des prix des savons et produits d'entretien. Ce secteur évolue en effet sur un marché français atone, ce qui nécessite des adaptations des stratégies marketing et de commercialisation pour conserver les parts de marché. En revanche, les innovations et lancements de nouveaux produits en parfumerie et cosmétique procurent un positionnement concurrentiel plus favorable à l'activité dont les prix ont légèrement progressé en 2019.

Baisse des prix des produits pharmaceutiques de base

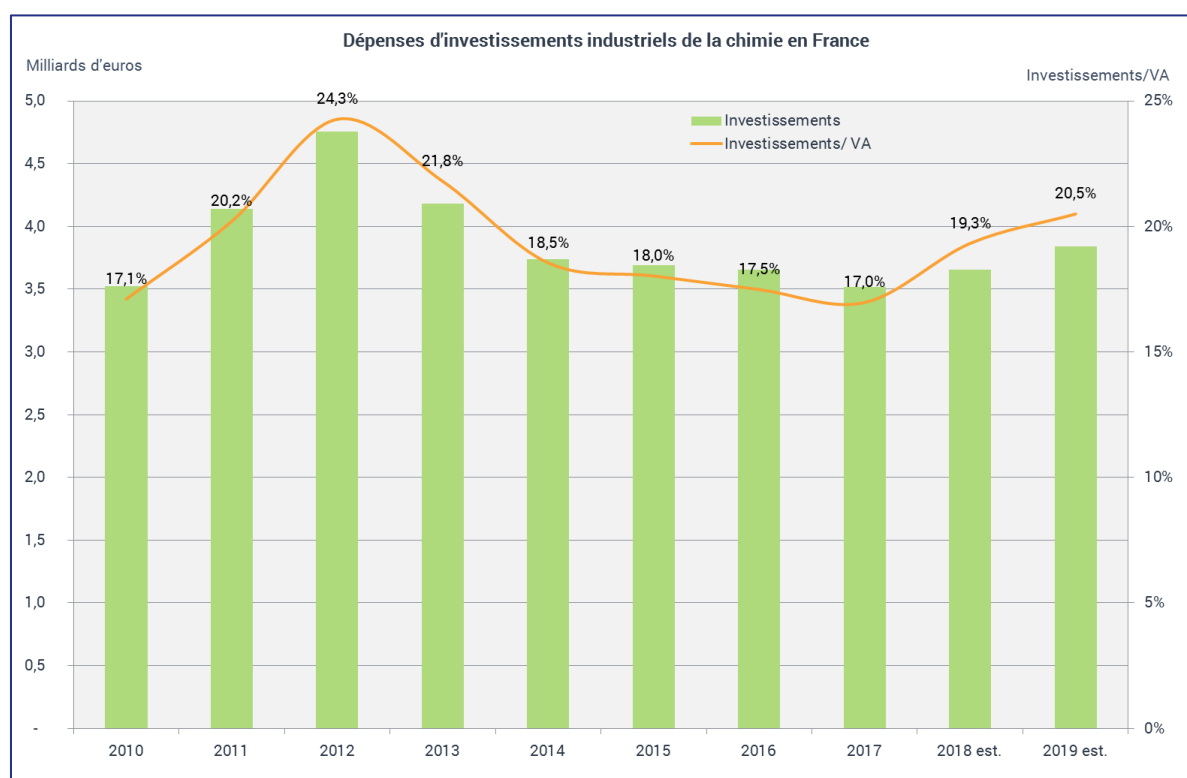
Après une augmentation en 2018, les prix des produits pharmaceutiques de base se sont repliés. L'activité a pourtant bénéficié d'une demande soutenue de ses débouchés mais elle reste exposée à une concurrence importée et doit aussi faire face à l'arrivée de nouveaux acteurs dans la synthèse à façon avec des mutations technologiques importantes.

L'investissement industrie de la chimie en France

Depuis un point bas atteint en 2017, les dépenses d'investissement de la chimie en France ont repris un nouveau cycle d'investissement. Selon l'enquête de France Chimie sur l'investissement prévu en France, les industriels ont augmenté leurs dépenses au rythme dynamique de +4 % en valeur en 2018 et en 2019.

Selon les engagements pris par les industriels en France, les dépenses d'investissement de la chimie atteindraient 3,8 milliards d'euros en 2019, et l'effort d'investissement ressortirait à 20,5 % de la valeur ajoutée.

Sur la période 2018-2019, les marges des entreprises ont bénéficié des mesures de baisse du coût du travail (mise en œuvre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et pacte de responsabilité et de solidarité) ainsi que du reflux des prix du pétrole, ce qui a pu soutenir les investissements.



Sources : Insee, enquête France Chimie

Outre la poursuite de grands arrêts pour maintenance programmés sur la période, les dépenses continuent de compenser un déficit d'investissement du début des années 2000 et visent à répondre aux contraintes réglementaires en constante progression sur l'appareil de production.

La modernisation de l'appareil productif de la chimie passe également par la mise en œuvre de sa transformation numérique ce qui nécessite d'importants investissements dans la robotisation, l'automatisation, la digitalisation...

D'après les dernières enquêtes sur les dépenses de la chimie, ces projets sont en progression. En effet, les industriels ont été plus nombreux (près de 50 % contre 25 % l'an passé) à déclarer un investissement dans la transformation numérique. La pénétration du numérique est encore limitée pour les TPE et les PME mais les dispositifs et programmes d'accompagnement se mettent en place.

En particulier, France Chimie a lancé au printemps 2019 un [plan d'action](#) mettant à la disposition des entreprises (PME et grands groupes) des outils pratiques d'accompagnement et d'échange (guides, cas d'usages sur les meilleures pratiques, modules de formation, un outil d'autodiagnostic).

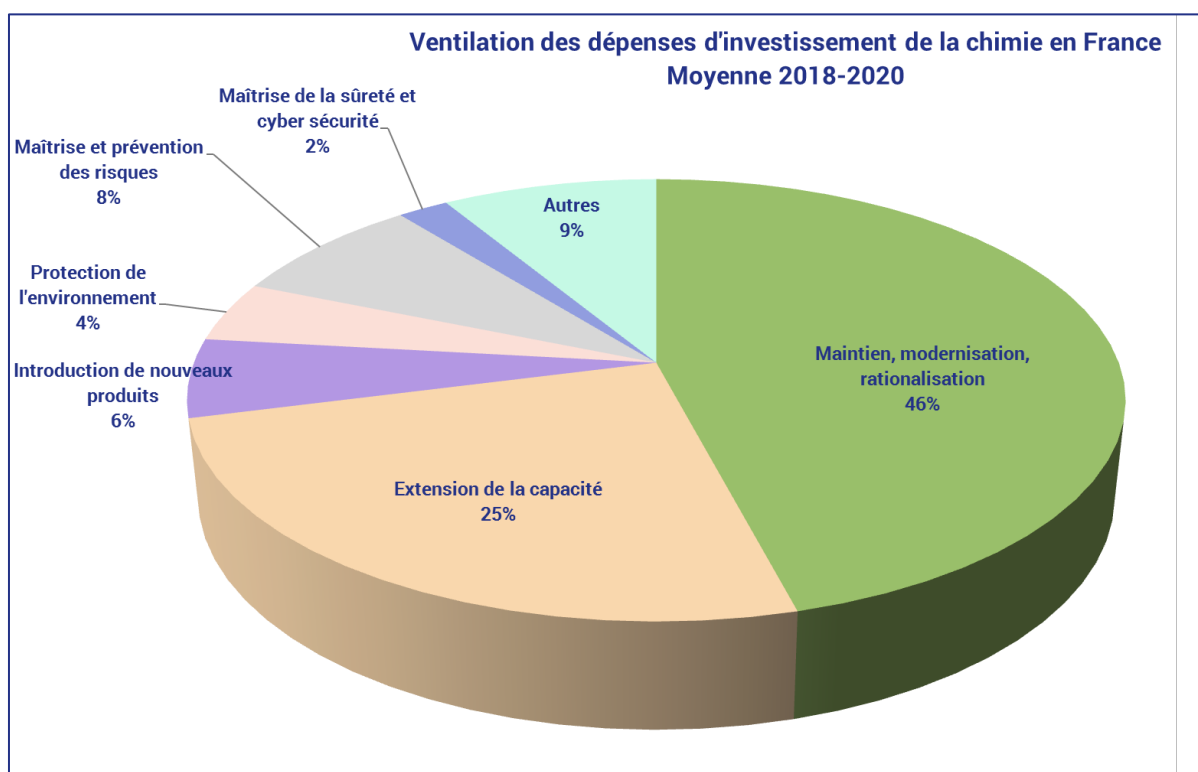
Plus globalement en France, les entreprises ont pu bénéficier en 2019 de la mesure gouvernementale d'un suramortissement de 40 % pour les investissements en robotique et en équipements numériques.

La chimie se mobilise également sur l'enjeu de la transition énergétique qui impliquera des investissements massifs. Les entreprises ont majoritairement indiqué - près de 70 % des répondants à l'enquête de France Chimie - s'être engagées sur des projets dans l'efficacité énergétique.

Plusieurs grands investissements de décarbonation de la chaleur ont été annoncés pour un montant de près de 300 millions d'euros dans des projets emblématiques de centrales biomasse ou CSR. L'intégration de procédés moins carbonés se développe ainsi dans la filière (production décarbonée à Lacq, le projet H₂V d'une usine de production d'hydrogène et la H₂ Academy en Normandie et la valorisation du CO₂ à Fos-sur-Mer).

La ventilation des investissements par destination illustre la part majoritaire des dépenses pour la modernisation et la rationalisation, à hauteur de 46 % en moyenne sur les trois années de l'enquête de 2018 à 2020 (contre 53 % sur l'exercice précédent). A noter que ce poste peut être fortement impacté par les arrêts pour maintenance qui mobilisent des capitaux importants.

En parallèle, les investissements productifs - extension de capacités et introduction de nouveaux produits - ont progressé, la part se rapprochant des 31 % en moyenne sur 2018-2020, soit 5 points au-dessus de la précédente campagne. Au regard des annonces d'investissement par les entreprises, de nombreux projets concernent des produits à plus forte valeur ajoutée, certains associant des ressources biosourcées.



Source : enquête France Chimie

Les dépenses de recherche et développement de la chimie en France

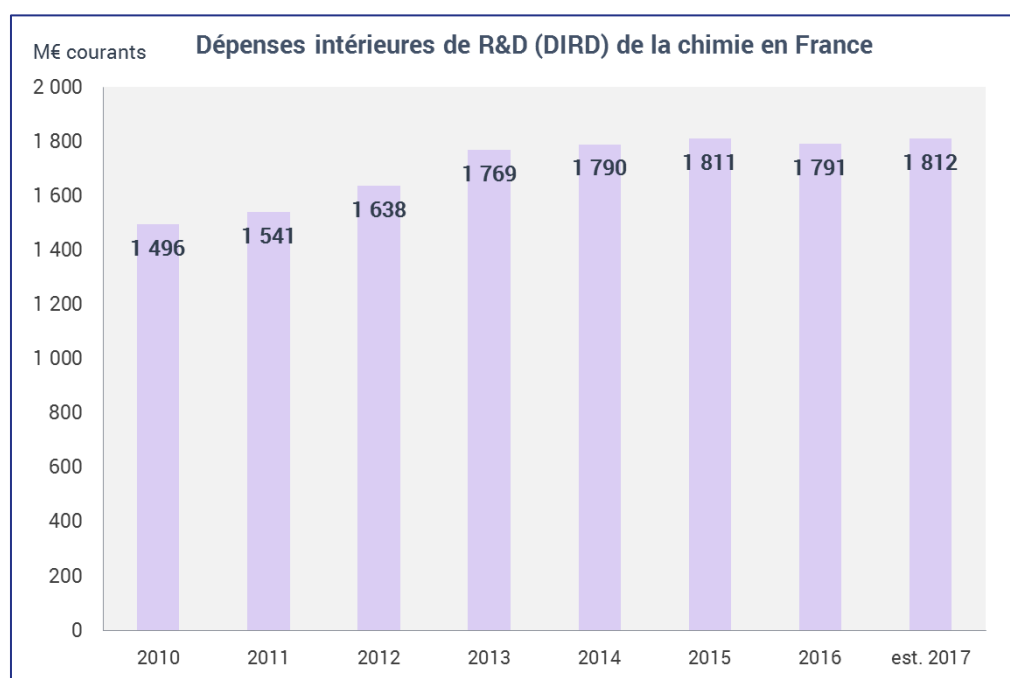
Pour la cinquième année consécutive, la chimie en France a consacré un budget de l'ordre de 2 milliards d'euros pour sa recherche en France.

En 2017, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) de la chimie en France s'est établie à 1,8 milliard d'euros, en hausse de 1,2 % en valeur par rapport à 2016. Son effort de recherche (DIRD rapportée à la valeur ajoutée) s'est maintenu à 10 %.

La chimie conserve ainsi son rang de quatrième secteur de l'industrie manufacturière selon sa DIRD, avec une part de 8 % de l'ensemble de l'industrie et se classant après l'industrie automobile (18 %), la construction aéronautique et spatiale (15 %) et l'industrie pharmaceutique (13 %).

Les effectifs totaux de recherche et développement (8 % de l'effectif total de la chimie) ont par contre légèrement diminué mais on enregistre une progression continue du nombre de chercheurs et de personnels de soutien (+1,6 % en 2017). Ces derniers ont représenté 47 % de l'effectif total de recherche en 2017 (contre 42 % en 2010) et ont pu bénéficier en particulier des dispositions favorables du crédit impôt recherche.

La chimie en France peut ainsi s'appuyer sur un vivier de chercheurs de haut niveau au sein de ses structures de R&D mais aussi dans les laboratoires publics et les institutions de recherche, ce qui constitue un écosystème favorable à l'innovation de la chimie en France.



Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, estimation France Chimie

Les perspectives de croissance de la chimie en France en 2020 hors Covid 19

Les prévisions pour la chimie en France pour 2020 sont aujourd'hui suspendues, compte tenu de la situation de crise sanitaire très exceptionnelle à laquelle l'ensemble des économies sont confrontées.

Après une croissance mondiale décevante en 2019, les éléments disponibles début 2020 laissaient entrevoir une stabilisation en 2020, sur la base d'une atténuation de certaines incertitudes comme les tensions commerciales et le Brexit. C'est dans ce contexte qu'apparaît en janvier 2020 l'épidémie de coronavirus (Covid-19) en Chine.

Son impact économique est incertain et très difficile à estimer à ce stade compte tenu maintenant de la propagation à l'ensemble du monde, de l'ampleur du choc sur les économies et des mesures prises pour l'endiguer. Aussi, les perspectives présentées ici pour 2020 pour l'économie mondiale et la chimie en France n'ont d'autre valeur que de répertorier un scénario hors Covid-19. Le bilan économique 2020 pourra ainsi s'apprécier par différence avec ces perspectives déjà dépassées.

Fin 2019 et en janvier 2020, des signes d'apaisement étaient apparus à plusieurs niveaux de l'économie mondiale. Sur le front de la guerre commerciale, la signature d'un accord mi-janvier 2020 entre la Chine et les Etats-Unis se présentait comme un signe d'apaisement dans les relations, même si de nombreux sujets importants restaient en suspens tels que la réforme des entreprises publiques, les subventions ou la propriété intellectuelle.

En Europe, après de multiples reports, la ratification de l'accord de sortie par le Royaume-Uni puis par le Parlement européen fin janvier 2020 avait acté la réalisation du *Brexit*. Les négociations sur les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni pouvaient ainsi débuter à compter du 1^{er} février 2020 avec une échéance fixée à décembre 2020 pour trouver un accord définitif et le faire ratifier par tous les Parlements des pays membres (27 de l'UE et le Royaume-Uni).

Sur le plan industriel, l'activité mondiale s'était stabilisée fin 2019 et la propagation d'une récession industrielle à l'ensemble de l'économie semblait avoir été évitée.

D'après les enquêtes de climat des affaires sur janvier 2020, les indicateurs étaient mieux orientés. En particulier, la confiance des entreprises de la zone euro s'était renforcée par rapport à la fin de l'année 2019 sur la base d'une demande intérieure plus robuste.

Les risques pesant sur les perspectives économiques avaient donc diminué mais ils n'étaient pas pour autant complètement écartés. Aux Etats-Unis, la faiblesse du secteur manufacturier devait persister avec l'impact des problèmes de Boeing sur l'ensemble de la filière aéronautique, le recul de l'investissement dans l'exploration pétrolière aux Etats-Unis et un dollar fort pouvant pénaliser les exportations.

L'Europe craignait aussi de voir revenir les tensions commerciales sur sa zone visant plus particulièrement son secteur automobile, déjà en difficulté. De plus, et bien que le Royaume-Uni ait formellement quitté l'UE, les négociations commerciales restaient une source d'incertitudes sur l'UE.

Dans ce contexte d'apaisement mais aussi de vents contraires, les éléments pouvant stimuler l'économie mondiale étaient faibles, le soutien monétaire et budgétaire ayant déjà fortement fonctionné. Même si des plans de relance budgétaire et des baisses de taux directeurs se poursuivaient, ils étaient anticipés en moins grand nombre et d'impact moins marqué pour un rebond de l'activité.

Le moteur du commerce mondial très significatif pour les croissances passées devait aussi s'atténuer avec l'anticipation d'une croissance des échanges mondiaux inférieure à celle de l'activité.

C'est pourquoi, les perspectives ne tablaient pas sur un rebond de l'activité mais plutôt sur une stabilisation de la croissance mondiale, à un niveau en-dessous de sa tendance de long terme (légèrement supérieur à 3 %).

Complètement intégrée à cet environnement économique qui s'annonçait peu dynamique pour 2020, la croissance de la chimie en France devait toutefois pouvoir à nouveau s'appuyer sur les contributions positives de plusieurs de ses facteurs de résilience, et afficher en 2020 un taux proche de celui de 2019, soit +0,5 % en volume.

En effet, il était anticipé que son portefeuille d'activités favorable irriguerait l'ensemble de l'économie et de nombreuses industries (1/3 de son marché domestique pour la consommation directe des ménages, 1/3 sur les marchés industriels, 5 % sur la construction...), ce qui réduisait son exposition aux retournements de certains marchés clients comme l'automobile.

Sa présence dans différents pays ou régions (pour près de 80 % de son chiffre d'affaires) était une autre source d'équilibre de ses activités, et par conséquent, une mutualisation des risques sur ses marchés internationaux. Selon les projections du commerce mondial, les débouchés de la chimie à l'export devaient rester en croissance mais selon un rythme légèrement en dessous de 2019.

En revanche, le moteur de la demande domestique devait se renforcer comparativement à 2019 à la faveur d'une demande de consommation des ménages plus forte (effet des gains de pouvoir d'achat passés) et d'industries clientes encore en développement (pharmacie, aéronautique, emballage, rénovation-entretien dans la construction).

Le bilan social de la chimie en France

Emploi et formation : un secteur qui recrute et offre des emplois qualifiés mais confronté au défi du renouvellement des compétences.

La chimie recrute et offre des emplois qualifiés avec une formation tout au long du parcours. Elle fait face à un défi du renouvellement des compétences, défi auquel le développement de l'alternance est l'une des réponses.

La Chimie recrute et offre des emplois qualifiés

L'effectif des entreprises de la branche Chimie en France était de 218 380 en 2019. Ce chiffre confirme la stabilité des effectifs sur 10 ans : ils sont de 220 230 en moyenne sur les dernières années. Les femmes constituent 38,5 % des effectifs, les hommes 61,5 %.

La Chimie réalise 15 000 à 17 000 recrutements par an en moyenne, avec une progression de 7 % en 2015 à 9 % en 2019 (hors alternants).

La Chimie est une branche où le niveau de compétence est élevé : les entreprises du secteur offrent des emplois durables (84,5 % de CDI) et qualifiés (2 salariés sur 3 sont de techniciens et agents de maîtrise).

La Chimie est confrontée au défi du renouvellement des effectifs

La Chimie est confrontée au défi du renouvellement des effectifs. Avec l'évolution de la pyramide des âges, 25 % des effectifs de l'industrie de la Chimie devront être renouvelés dans les 10 ans à venir. Parallèlement, les compétences recherchées par les entreprises évoluent rapidement, impactées par les grandes transformations de l'économie et les demandes de la société, en particulier par la transformation numérique et la transition écologique. Plusieurs types de métiers sont en tension dans la branche, en particulier dans la maintenance, la logistique et le HSE.

L'alternance est l'un des meilleurs moyens de répondre à ces enjeux. Or, la Chimie emploie aujourd'hui 6 000 alternants et apprentis : il existe une marge de progression, en particulier dans les PME-ETI qui emploient en moyenne 2 fois moins d'alternants. En outre, les métiers en tension sont encore peu couverts par ce mode de recrutement.

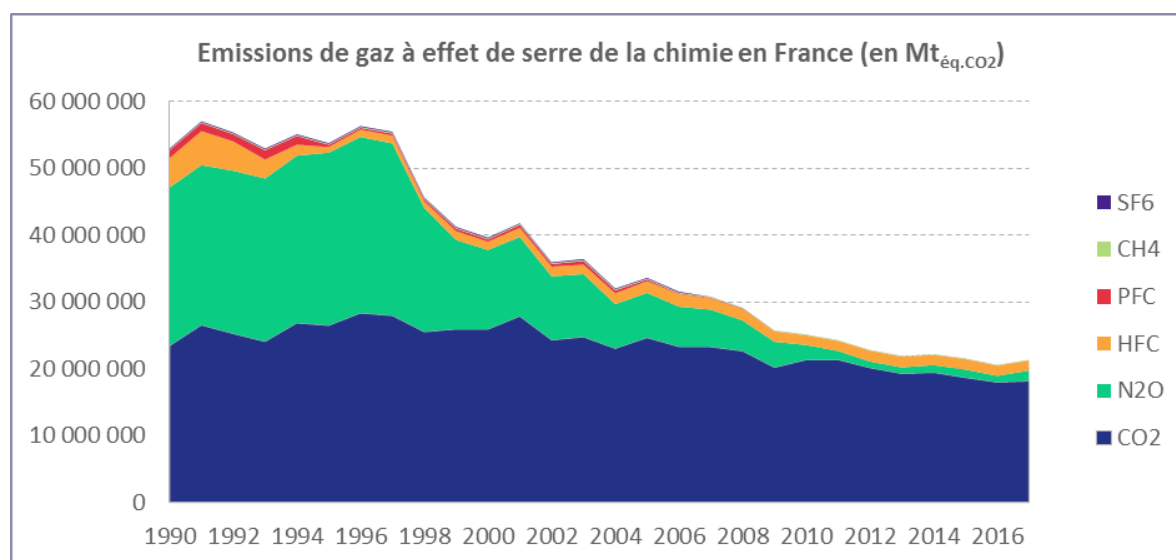
C'est pourquoi France Chimie a lancé un plan alternance. La fédération s'est donnée pour ambition d'augmenter de 30 % en 4 ans le nombre d'apprentis dans la filière en informant les entreprises et en tirant parti de la réforme de la formation pour donner de nouveaux leviers aux entreprises pour définir une offre de formation adaptée à leurs besoins.

La transition énergétique de la chimie en France

La chimie est un acteur-clé de la transition énergétique. Ses produits et ses innovations apportent des solutions pour les énergies nouvelles, le stockage d'énergie, la mobilité durable, l'habitat économe en énergie ou encore l'économie circulaire. Elle est ainsi un acteur incontournable dans le développement des batteries, de l'hydrogène bas-carbone, des matériaux légers et innovants, des isolants thermiques, de la chimie du végétal...

En France, la chimie a d'ailleurs réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 59,7 %, entre 1990 et 2017, notamment grâce à :

- une amélioration de l'efficacité énergétique de sa production d'énergie et de ses procédés ;
- une diminution des émissions de N₂O, liées à la production d'acides adipique et nitrique.



Source : CITEPA

Selon le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique), les émissions de GES de la chimie s'élevaient à 21,3 Mtéq.CO₂ en 2017. Les entreprises de la chimie poursuivent leur transition énergétique, notamment en substituant le charbon et le gaz par de la biomasse et des déchets pour la production de la chaleur nécessaire à leurs procédés. Ainsi, en 2018, près de 300 M€ d'investissement ont été annoncés dans cette perspective.

A l'horizon 2030, les principales pistes de décarbonation s'appuieront sur :

- l'efficacité énergétique, même si le potentiel a largement été exploité ces dernières années ;
- la décarbonation de la chaleur, en s'appuyant notamment sur la valorisation énergétique des déchets et l'utilisation de bois-énergie ;
- la réduction des émissions de N₂O (protoxyde d'azote) et de HFC (hydrofluorocarbures).

France Chimie estime que les émissions de la chimie pourraient être ainsi réduites de 70 % en 2030 par rapport à 1990 si les conditions techniques et économiques sont réunies. En particulier, la décarbonation de 20 % de l'approvisionnement en chaleur nécessiterait un surcroît d'investissement de près d'un milliard d'euros et augmenterait la facture énergétique de 100 millions d'euros par an.

Dans un contexte où les autres grandes économies bénéficient d'un accès à une énergie abondante et bon marché (comme aux Etats-Unis, au Moyen-Orient ou dans les pays d'ex-URSS) ou de subventions substantielles à la cogénération (comme en Allemagne, en Espagne ou en Belgique), un accompagnement des pouvoirs publics sera nécessaire pour ne pas détériorer la compétitivité de la chimie en France.

Pour certaines activités de la chimie, des ruptures technologiques seront nécessaires pour atteindre des niveaux substantiels de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

C'est le cas par exemple de la production d'oléfines (les briques élémentaires de l'ensemble de la chimie organique), ainsi que de la production d'engrais azotés.

Ces technologies reposeront principalement sur :

- l'électrification des procédés ;
- la capture et le stockage ou l'utilisation de CO₂ ;
- l'hydrogène bas-carbone ;
- l'économie circulaire ;
- la chimie végétale.

Tendre vers la neutralité climatique à l'horizon 2050 nécessitera des investissements considérables, de grandes quantités d'électricité bas-carbone à un prix compétitif et enfin du temps puisque ces technologies sont loin d'être compétitives.

Enfin, plusieurs innovations et produits essentiels développés et fabriqués par la chimie en France apporteront une contribution majeure à la transition énergétique des autres secteurs de l'économie.

#GracealaChimie

 **@FranceChimie**
 **@ChimieOriginale**
www.francechimie.fr

Contact presse

Guillaume Croullebois
01 46 53 11 65 / 06 03 40 66 48
groullebois@francechimie.fr

